

# Des opposants invités à Bujumbura

**D**epuis mi-juin, il a rencontré trois de ses collègues de la sous-région: le Burundais Évariste Ndayishimiye, le Sud-

africain Cyril Ramaphosa, le Brazza-congolais Denis Sassou Nguesso. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a-t-il évoqué, lors de ces rencontres, le développement de ses rap-

ports avec l'opposition autant qu'avec les évêques de la CENCO, notamment les déclarations tonitruantes entendues ces dernières semaines? On sait au moins que des membres

de l'opposition ont été appelés par le président burundais, également président en exercice de l'Union africaine, UA, à se rendre à Bujumbura et ont, du coup, postposé la

manifestation du 8 juillet qu'ils avaient annoncée pour s'opposer à la proposition de loi sur le référendum votée par le Parlement. Y voit-on un signe d'apaisement? **Page 2.**

THE SOFT INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1668 | Lundi 6 juillet 2026 | 20 pages €7 \$8

## N'djili

# Aéro change

**I**ls l'avaient surnommé «la Rotonde», pour sa forme ronde, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'appellation que cette porte de départ et d'arrivée des passagers à l'Aéroport International de N'djili conserve depuis près de huit décennies. Le 14 février 1959, le Belge Henri Cornelis, gouverneur général du Congo-Belge et du Rwanda-Urundi, ouvre les portes de l'Aéroport de N'djili, principale porte d'entrée

et de sortie de la capitale Léopoldville. La piste de cet aéroport, longue de 4.694 m, reste la piste d'envol la plus longue du monde jusque dans les années 1960 lorsque les Belges accordent l'Indépendance à leur ancienne colonie. Près d'un milliard (964.000.000) de FB (francs belges) sont consacrés par la colonie à ces projets. Le plus gros effort se concentre sur l'Aéroport de N'djili. Les travaux débutent en 1951 et s'achèvent

deux ans après, en 1953, pour la piste et les premiers bâtiments techniques, ce qui amène les avions de la Sabena, la compagnie aérienne nationale belge, à se poser à N'djili. L'aérogare dont la construction démarre en 1940 est achevée en 1958 et, le 14 février 1959, à la veille de l'Indépendance, Henri Cornelis procède à la coupure du ruban symbolique. Les autorités coloniales avaient conçu cette infrastructure dans le but d'une part

de remplacer l'ancien aéroport de Ndolo devenu trop exigü pour accueillir des avions à réaction qui plaçaient Léopoldville à 7:30' de vol de Bruxelles (Bruxelles) et, de l'autre, pour faire de N'djili une plate-forme de correspondance de leur compagnie aérienne Sabena. Cette Rotonde qui avait retourné le Congo «aux années de Néandertal», constat fait il y a trois ans, par le Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies

Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, à sa prise de fonction, lors de sa première visite de cet aéroport, était devenue introuvable. «Ce fut pire qu'un wenzé (marché) de quartier quelconque de la capitale. Tout était crasse. Tout était entassé, mangé, bu, fumé de manière quelconque, jeté par terre, craché au sol. L'air des tas d'ordures irrespirable. Ce fut pourtant la principale plateforme aéroportuaire du pays,

la principale porte d'entrée et de sortie du Congo», avait déploré haut et fort Tryphon Kin-kiey Mulumba lors de cette visite. Il fut entendu par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et par les Autorités du Gouvernement qui mobilisèrent les moyens en confiant la restauration de cette infrastructure à l'entreprise Infra-Rose de l'homme d'affaires de nationalité canadienne Rahim Dhrolia, qui a construit l'aérogare de Kolwezi,

érige celui de Bipemba à Mbuji-Mayi, est le promoteur des hôtels Novotel, à Kinshasa et Kolwezi. Désormais, nul doute, les aéroports du pays ont entrepris de tourner des pages honteuses. À N'djili Aéro, La Rotonde n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était hier. L'OACI a sorti cet aéroport et celui de la Luano de la blacklist et fait passer la cote de ces infrastructures de 49% à 69% au-dessus de la moyenne africaine de 62%. **Pages 10 à 13.**

# Ebola prend une ampleur inquiétante

**A**près l'Ituri, épicentre de l'épidémie, le Nord et le Sud-Kivu, Ebola Bundibugyo est dans la Tshopo, à Ki-

sangani, ville d'environ 1,5 million d'habitants et dans le Haut-Uélé. L'épidémie poursuit sa progression au Congo. Selon les dernières données de l'Institut national de Santé publique, INSP, datées du 3 juillet, le pays a enregistré 1.502 cas confirmés et 473 décès, depuis le début de l'épidé-

mie, soit une létalité globale de 31,5%. L'épidémie de maladie à virus Ebola a pris une ampleur particulièrement inquiétante et paraît désormais s'imposer comme l'une des crises sanitaires les plus fulgurantes de l'histoire récente du continent par sa vitesse de propagation initiale,

selon plusieurs experts. Dans son rapport épidémiologique quotidien, le ministère de la Santé a indiqué que «le nombre de cas confirmés augmentait d'une semaine à l'autre, traduisant une transmission continue de la maladie dans la communauté». Eve Bazaiba, ministre des

Affaires Sociales, vient de déclarer que si «Ebola atteint les zones de déplacés en RDC, le nombre de morts pourrait atteindre 1.000 par jour». Rien que dans l'Ituri, en Grande Orientale, plus d'un million de personnes déplacées vivent dans 69 zones, a-t-elle souligné. **Page 3.**



# Félix Tshisekedi reçoit Ndayishimiye et Ramaphosa et rend visite à Sassou



En haut (à g.), le président congolais avec le président Ramaphosa, à dr., avec Denis Sassou Nguesso. En bas avec Évariste Ndayishimiye. DR.

**F**élix-Antoine Tshisekedi Tshilombo vient d'avoir depuis mi-juin trois rencontres avec ses homologues de la sous-région.

D'abord avec le président burundais également président en exercice de l'Union africaine, UA, Évariste Ndayishimiye, venu le 22 juin en visite d'État à Kinshasa. À son arrivée, le chef de l'État burundais avait été chaleureusement reçu par son homologue congolais, accompagné de la Première Dame, Denise Nyakeru Tshisekedi. Le 2 juillet, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a accueilli dans la capitale le président sud-africain, Cyril Ramaphosa. Et, le lendemain 3 juillet, il a traversé le fleuve Congo et a rencontré son homologue brazza-congolais Denis Sassou Nguesso.

Lors de la rencontre avec le président burundais qualifiée «de haut niveau» par les services de la présidence de la République, nul n'a oublié son contexte, celui «de nombreux défis communs auxquels font face les deux pays voisins, notamment sur le plan sécuritaire et sanitaire», a-t-on écrit sur le site de la présidence de la République. Une visite qui témoignait «de la volonté des autorités congolaises et burundaises de consolider davantage

les liens historiques de coopération qui unissent leurs peuples (...) Au cours de leur rencontre, les deux Chefs d'État ont échangé sur plusieurs dossiers d'intérêt commun. Parmi les sujets au centre des discussions, la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs, les mécanismes de coopération pour renforcer la stabilité régionale ainsi que la lutte contre les groupes armés qui continuent d'alimenter l'insécurité dans certaines zones de l'est de la RDC».

## OPPOSANTS INVITÉS À BUJUMBURA.

Puis : «Cette visite d'État illustre la dynamique croissante des relations entre la République démocratique du Congo et le Burundi, deux nations dont les destins demeurent étroitement liés par leur proximité géographique, leurs intérêts communs et leur engagement en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de la région».

Lors de la visite du président sud-africain, le président congolais a appelé au respect des droits de l'homme dans la gestion des migrants en Afrique du Sud, notamment les ressortissants congolais. Il a appelé à une approche équilibrée dans la gestion des migrants en situation irrégulière, fondée sur le respect des droits fondamentaux et des valeurs



de solidarité africaine. « Nous faisons confiance à la sagesse des autorités sud-africaines pour privilégier une approche plus équilibrée, conforme aux valeurs de solidarité africaine afin qu'une issue heureuse, apaisée et respectueuse des droits fondamentaux puisse être trouvée ». Félix Tshisekedi a reconnu le droit souverain de chaque État à appliquer ses lois migratoires, tout en insistant sur la nécessité de traiter ces questions avec humanité et dignité. « Nous avons évoqué, avec toute la délicatesse requise, la situation de certains ressortissants africains vivant en situation irrégulière sur le territoire sud-africain, ainsi que les tensions que cette question peut parfois susciter. Nous comprenons pleinement que chaque État

exerce sa souveraineté dans le respect de ses lois, de son territoire et de sa politique migratoire », a-t-il ajouté. Cyril Ramaphosa a assuré que son gouvernement, guidé par la Constitution, est ferme en matière de protection des droits de l'homme. Les migrants, y compris ceux sans documents administratifs, doivent être traités avec dignité et sécurité. « L'équilibre dont le Président Tshisekedi vient de parler est précisément ce que nous recherchons. Nous voulons traiter cette question avec beaucoup de sagesse et de prudence, tout en répondant aux préoccupations des personnes confrontées au chômage et à la pauvreté dans notre pays ». Pour lui, l'Afrique du Sud reste attachée au respect des droits de

toutes les personnes vivant sur son territoire, tout en garantissant la sécurité de sa population. Les deux dirigeants ont souligné l'importance de préserver la solidarité africaine et de trouver des solutions pacifiques aux tensions migratoires. Ramaphosa a également invité les pays du monde à ne pas fermer leurs frontières aux ressortissants congolais, rappelant que l'exclusion n'est pas une solution durable. Au Congo-Brazzaville, ce fut pour Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, une rencontre «de travail de quelques heures avec son homologue Denis Sassou-Nguesso, dans le cadre des consultations politiques permanentes entre les deux Chefs d'État qui visent à renforcer le dialogue sur les questions d'intérêt commun»,

ont déclaré aux médias des sources officielles. «Au terme de leurs échanges axés sur des questions d'intérêt commun et l'état de la coopération bilatérale, le président Sassou-Nguesso a réaffirmé sa solidarité avec la République Démocratique du Congo dans la riposte contre la maladie à virus Ebola. Il a salué le leadership du Président Tshisekedi dans la gestion de cette crise sanitaire. Cette rencontre, qui intervient alors que Kinshasa assure la présidence tournante du Conseil de sécurité des Nations unies, a permis aux deux dirigeants d'exprimer à nouveau leur volonté de consolider les liens historiques et fraternels entre leurs pays respectifs». Au cours de leurs échanges, les deux dirigeants, ont déclaré des sources offi-

cielles, « ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale ainsi que plusieurs dossiers régionaux. Les discussions ont notamment porté sur le renforcement des relations entre Kinshasa et Brazzaville, deux capitales liées par une histoire, une géographie et des intérêts communs (...). Les deux chefs d'État ont saisi cette occasion pour réaffirmer leur volonté de consolider les liens historiques et fraternels qui unissent leurs deux pays, tout en renforçant leur coopération face aux défis communs, tant sur le plan régional que sanitaire». Pense-t-on que le président congolais a évoqué, lors de ces trois rencontres avec ses homologues de la sous-région, le développement de ses rapports avec l'opposition autant qu'avec certains évêques catholiques de la CÉCNO, notamment les déclarations entendues ces dernières semaines ? On sait au moins que des membres de l'opposition ont été appelés par le président en exercice de l'Union africaine, le président burundais, Évariste Ndayishimiye, à se rendre à Bujumbura et ont, du coup, postposé la manifestation du 8 juillet qu'ils avaient annoncée pour s'opposer à la proposition de loi sur le référendum votée par le Parlement. Y voit-on un signe d'apaisement ?

D. DADEI ■

# Ebola Bundibugyo prend une ampleur inquiétante

**E**bola Bundibugyo poursuit sa progression au Congo, avec un premier cas confirmé à Kisangani, capitale de la province de la Tshopo, dans la Grande Orientale, ville d'environ 1,5 million d'habitants, un test effectué sur la dépouille d'une femme de 24 ans a confirmé une infection par le virus Ebola.

Selon les dernières données de l'Institut national de santé publique, INSP, datées du 3 juillet, le pays a enregistré 1.502 cas confirmés et 473 décès, depuis le début de l'épidémie, soit une létalité globale de 31,5 %.

La riposte contre cette 17ème épidémie d'Ebola au Congo qui a franchi le seuil des 1.500 cas, a enregistré 213 guérisons, 628 patients en isolement ou hospitalisés, un premier essai de traitement à Bunia, mais la riposte reste entravée par l'insécurité. Le document de l'INSP précise que ces données, tirées de la base DHIS2, restent susceptibles d'évoluer après nettoyage et harmonisation. L'Organisation mondiale de la Santé, OMS, qui valide les cas selon ses propres critères, fait état de son côté de 1.406 cas et 438 décès au 2 juillet, et d'une moyenne de 38 nouveaux cas confirmés par jour sur deux semaines. « Sous la direction du gouvernement, nous avons continué à renforcer la riposte », a déclaré son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, à Genève.

L'Ituri, Grande Orientale, à la frontière avec l'Ouganda et le Soudan du Sud, demeure l'épicentre, le principal foyer de l'épidémie, avec 24 zones de santé touchées. Le virus s'est propagé aux provinces voisines du Nord-Kivu placé sous surveillance prioritaire avec 11 zones et du Sud-Kivu, où la seule zone de Miti-Murhesa compte trois cas et un décès. Les autorités sani-



**Ebola prend une ampleur particulièrement inquiétante et paraît désormais s'imposer comme l'une des crises sanitaires les plus fulgurantes de l'histoire récente du continent par sa vitesse de propagation initiale. DR.**

taires rappellent que les corps des victimes d'Ebola demeurent extrêmement contagieux et que les rites funéraires traditionnels constituent l'un des principaux vecteurs de transmission du virus.

## LE HAUT UÉLÉ APRÈS LA TSHOPO.

Un nouveau décès et un cas de contamination ont été signalés ces derniers jours dans la province du Haut Uélé, également limitrophe de l'Ituri. L'épidémie, officiellement déclarée le 15 mai, est provoquée par le virus Bundibugyo, une souche d'Ebola pour laquelle il n'existe à ce jour ni vaccin homologué ni traitement spécifique. Des essais cliniques sont toutefois en cours de préparation afin d'évaluer de potentielles options thérapeutiques. L'épidémie de maladie à virus Ebola prend du coup une ampleur particulièrement inquiétante et paraît désormais s'imposer comme l'une des crises sanitaires les plus fulgurantes de l'histoire récente du continent par sa vitesse de propagation initiale, selon plusieurs experts. Dans son rapport épidémiologique quotidien, le ministère de la Santé a indiqué que « le nombre de cas confirmés augmentait d'une semaine à l'autre, traduisant une transmission continue de la maladie dans la communauté ». Les services du ministère ont éga-

lement précisé que « l'intensification des mesures de santé publique, notamment en matière de surveillance épidémiologique et biologique ainsi que la décentralisation des capacités diagnostiques, avait contribué à une détection plus précoce, confirmant une transmission communautaire continue et accrue ».

La gravité exceptionnelle de cette flambée virale a suscité une vive préoccupation au plus haut niveau des instances sanitaires internationales. « C'est le plus grand nombre de cas confirmés au cours du premier mois d'une épidémie de maladie à virus Ebola en Afrique », a déclaré le Dr Abdurahman Mahamud, directeur des opérations d'alerte et de riposte aux urgences sanitaires à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), lors d'une conférence de presse à Genève. Le haut responsable international avait fait état toutefois de « signes encourageants montrant que la riposte s'élar-

git pour suivre le rythme de propagation ». Selon ses analyses techniques, « le nombre de lits de traitement est vite passé, lors des deux semaines surveillées, de quelques unités à plus de 500 lits répartis dans 19 zones de santé », ce qui démontre un déploiement logistique d'envergure. Cela étant, face à ce péril sanitaire imminent, l'exécutif national se mobilise directement sur le front.

Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a annoncé qu'il se rendrait prochainement dans la province de l'Ituri, épicentre de l'épidémie, afin de suivre sur le terrain les opérations de riposte. « Je voudrais aussi (...) annoncer ici ma descente très prochaine dans la province de l'Ituri, justement, sur les lieux même de l'épidémie, pour faire le suivi personnellement », a-t-il déclaré explicitement lors d'une conférence de presse conjointe à Kinshasa avec le président burundais Évariste Ndayishimiye, pré-

sident en exercice de l'Union Africaine (UA), marquant ainsi la dimension politique et solidaire de la gestion de cette crise régionale. L'inquiétude est tout aussi palpable au-delà des frontières du pays, touchant de plein fouet les nations limitrophes. L'Ouganda, qui partage des frontières avec l'Ituri, épicentre de l'épidémie, a confirmé un nouveau cas d'Ebola, portant à 20 le nombre total de cas confirmés dans le pays, selon son ministère de la Santé. Le tableau de bord en ligne du ministère ougandais fait état de 14 guérisons, de 4 patients actuellement pris en charge et de 2 décès. Sur le plan de la répartition épidémiologique, 5 cas sont locaux, tandis que 15 sont importés, confirmant le rôle majeur des mobilités humaines aux frontières. Selon une mise à jour de l'OMS, « le risque en RDC demeure évalué comme très élevé en raison de la poursuite de la transmission et de l'extension continue de l'épidémie à

de nouvelles zones de santé, ce qui accroît le risque de propagation nationale et régionale ». De la même manière, « le risque en Ouganda reste élevé en raison de la propagation transfrontalière confirmée par des cas importés et des liens épidémiologiques persistants le long du corridor entre l'est de la RDC et l'ouest de l'Ouganda », imposant une coordination humanitaire sans faille.

Lors d'une déclaration publique, la ministre des Affaires Sociales Eve Bazaiba a déclaré que si « Ebola atteint les zones de déplacés en RDC, le nombre de morts pourrait atteindre 1.000 par jour ». Rien que dans l'Ituri, épicentre de l'épidémie, plus d'un million de personnes déplacées vivent dans 69 zones, a-t-elle souligné. Il faut souligner qu'à l'heure actuelle, la principale avancée reste thérapeutique. Le 2 juillet, un essai clinique baptisé PARTNERS, coordonné par l'Institut national de recherche

biomédicale (INRB) avec l'appui de l'OMS, a recruté son premier patient à Bunia. Il évalue deux molécules, l'anticorps monoclonal MBP134 et l'antiviral remdesivir. La souche Bundibugyo, responsable de l'épidémie, ne dispose à ce jour d'aucun vaccin homologué ni traitement spécifique validé, ce qui donne à ces essais une portée particulière.

Le ministre de la Santé, Samuel Roger Kamba Mulamba, a fait état d'au moins 200 guérisons dans les trois provinces et résumé la stratégie gouvernementale par la formule « un seul plan, une seule équipe et un seul budget ».

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a annoncé la mobilisation de 50 millions de \$US par l'État, tandis que la Banque mondiale a décaissé 46 millions de \$US et en a promis treize autres.

La riposte reste toutefois fragilisée par l'insécurité. Un centre de traitement du territoire de Mambasa, en Ituri, a été saccagé et incendié la semaine dernière, faisant deux morts et provoquant la fuite de patients. Sur le terrain, les centres de traitement sont saturés à 96 %. Au moins deux cas ont été confirmés au camp de déplacés de Kigonze, à Bunia, qui abrite quelque 15.000 personnes. Pour renforcer la coordination, les Nations Unies ont nommé Julien Harneis, coordonnateur principal de la riposte, en poste à Bunia. En Ouganda, aucun nouveau cas n'a été signalé depuis le 21 juin.

ALUNGA MBUWA ■

LA PRÉCISION DU FAIT  
LA RECHERCHE DU DÉTAIL  
LA PUISSANCE DU VERBE  
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER  
**international**

SINCE 1989

# Les M23 Makenga, Byamungu et Kabarebe cités dans un rapport remis au Conseil de Sécurité

**D**ans un rapport transmis au Conseil de sécurité des Nations Unies, les membres du Groupe d'experts des Nations unies sur le Congo citent notamment les rebelles Sultani Makenga et Bernard Maheshe Byamungu outre le général rwandais James Kabarebe comme les trois personnes qui ont joué un rôle clé dans la prise par les rebelles AFC/M23 d'Uvira, une ville stratégique qui ouvre les portes du Grand Katanga, qui fut l'un des objectifs des rebelles.

« L'offensive sur Uvira (ville stratégique dans le dispositif sécuritaire du gouvernement congolais, verrou sécuritaire et point

clé, susceptible de faciliter une avancée vers l'espace Grand Katanga, ndr), a été menée sous le commandement direct de MM. Makenga (Sultani Makenga, ndr) et Byamungu (Bernard Maheshe Byamungu, ndr). Il a été établi que James Kabarebe, général à la retraite des RDF, avait joué un rôle clé dans la coordination de l'offensive. Des sources de l'AFC/M23 et des RDF ont fait part, dès le début d'octobre, de leur intention de prendre Uvira, ce qui donne à penser que l'opération avait été soigneusement planifiée par l'AFC/M23 et le Rwanda », précise le rapport.

**PLUS DE 8.000 SOLDATS RWANDAIS DÉPLOYÉS.** Pour les experts des Nations Unies, « le Rwanda avait déployé plus de 8.000 soldats des RDF, y compris des

membres des forces spéciales, et acheminé du matériel militaire lourd et de pointe vers les lignes de front de la plaine de la Ruzizi, notamment des systèmes de brouillage, des lance-roquettes multiples de type BM-21, des mortiers de 120 mm guidés par GPS, ainsi que des drones kamikazes et des drones à pilotage immersif, dans l'objectif de remporter une victoire rapide. Des tirs d'artillerie lourde et des bombardements ont été signalés, notamment des tirs de roquettes BM-21 depuis Kamanyola les 4 et 5 décembre. Les tirs d'artillerie transfrontaliers du 5 décembre ont également fait des victimes parmi la population civile de Cibitoke, au Burundi ». Quant au retrait d'Uvira, le rapport rappelle qu'après avoir contrôlé la ville pendant plus d'un mois, période durant

laquelle l'AFC/M23 a contraint la Force de défense nationale du Burundi de se retirer, l'AFC/M23 s'est emparée d'importantes bases des FARDC, a pris le contrôle de l'ensemble de la plaine de la Ruzizi le long de la frontière burundaise et a mis en place une administration parallèle, les troupes de l'AFC/M23 et des RDF se sont finalement retirées de la ville le 18 janvier 2026, à la suite de pressions diplomatiques exercées par les États-Unis sur Kigali, le parrain de la rébellion de l'AFC/M23 et accusé d'avoir violé l'Accord de Washington. « Présenté comme un geste de bonne volonté, ce retrait constituait en réalité une manœuvre stratégique qui a été suivie d'un renforcement des positions de l'AFC/M23 et des RDF. Leurs forces se sont redéployées dans des zones adja-

centes, en violation des engagements pris en matière de retrait. Des redéploiements coordonnés ont été effectués afin de sécuriser les principaux axes routiers du Sud-Kivu, notamment par le renforcement des positions dans les Moyens et les Hauts Plateaux », écrit encore le rapport des experts. Le rapport rappelle qu'à la fin du mois de novembre 2025, l'AFC/M23 et l'armée rwandaise (les Forces de défense rwandaises, RDF) ont lancé une offensive de grande ampleur le long du corridor Bukavu-Uvira (RN5) et des axes adjacents afin de s'emparer de la plaine de la Ruzizi et de la ville d'Uvira intervenue le 10 décembre 2025. L'objectif, écrivent les experts, était de contraindre le Burundi à se désengager du conflit et d'empêcher que son territoire ne serve de base logistique pour l'approvisionnement des forces alignées sur Kinshasa au Sud-Kivu.

**« PRÉTENDUE CAMPAGNE DE NETTOYAGE ».** « Les avancées réalisées simultanément à Lemera et dans les Moyens Plateaux visaient à s'emparer de positions stratégiques afin d'ouvrir la voie à de nouvelles offensives en direction de Minembwe, de briser l'encerclement de la ville par la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) et les FARDC, et de faire pression pour que la FDNB se retire du territoire de Mwenga. Les objectifs suivants consistaient notamment à prendre Kalemie et les Hauts Plateaux, puis, à terme, à prendre le contrôle du Sud-Kivu », écrit le texte. S'agissant des justifications publiques de l'offensive contre la ville d'Uvira, notamment les déclarations des porte-parole de l'AFC/M23 et les publications diffusées sur des réseaux sociaux affiliés au mouvement, le rapport indique que ces opérations ont été

présentées comme une riposte à une prétendue campagne de nettoyage ethnique visant la communauté Banyamulenge. D'autres allégations faisaient état de la présence d'éléments des FDLR-FOCA opérant aux côtés des FARDC et de la FDNB. « Le Groupe d'experts n'a trouvé aucune preuve indiquant que ces éléments constituaient une menace directe pour le Rwanda susceptible de justifier une intervention militaire en République démocratique du Congo », souligne le rapport. Le rapport rappelle que la prise de la ville d'Uvira et l'avancée rapide des forces de l'AFC/M23 et de l'armée rwandaise vers le sud, jusqu'à Makobola, située à une vingtaine de kilomètres d'Uvira, ont constitué une expansion territoriale majeure. À en croire le texte, les accusations réciproques de tirs d'artillerie entre le Burundi et le Rwanda ont accru le risque d'une confrontation directe et d'une régionalisation du conflit, conduisant le Burundi à fermer ses frontières et à renforcer son dispositif de défense. Dans leur texte, les experts des Nations Unies indiquent qu'au moment de la rédaction du rapport, l'AFC/M23 et les RDF continuaient de renforcer leurs effectifs dans la plaine de la Ruzizi. D'autres groupes alliés, notamment la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) et les Forces nationales de libération (FNL), combattaient aux côtés du MRDP/Twirwaneho et de l'AFC/M23. Les autorités burundaises ont dénoncé cette coopération opérationnelle, mettant en garde contre le risque d'une déstabilisation transfrontalière. La prise d'Uvira avait renforcé l'emprise de la rébellion dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il faut signaler qu'au moins dix-huit per-

sonnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées au Sud-Kivu lors de bombardements de drones du M23 et de ses alliés rwandais survenus vendredi 3 juillet au matin dans le village de Mulima, a déclaré aux médias l'administrateur du territoire de Fizi, Samy Badibanga. « On dénombre de nombreuses victimes parmi les femmes, les hommes et les enfants, ainsi que des pertes de bétail. Les infrastructures sanitaires et scolaires ont été détruites, et plusieurs élèves ont vu leurs écoles anéanties dans les villages de Mulima, Kangouli et leurs environs », a poursuivi l'administrateur du territoire de Fizi. Selon lui, les humanitaires qui assistent les déplacés internes dans les moyens et hauts plateaux de Fizi signalent également « plusieurs blessés. Plus de dix-huit morts ont été recensés parmi ces déplacés internes ». Par ailleurs, des mouvements massifs de population sont observés ces jours-ci vers les centres de Baraka, Kananda, Mukera, Kichoula et Lumania, sans protection adéquate. Les autorités du territoire de Fizi « condamnent avec la plus grande fermeté les violations répétées du territoire national par des avions rwandais ». Ces attaques sont la conséquence des combats intenses signalés depuis jeudi 2 juillet entre les forces loyalistes FARDC et les rebelles de l'AFC/M23 soutenus par l'armée rwandaise RDF dans cette partie du Sud-Kivu, poursuit l'administrateur. Le même vendredi 3 juillet, des affrontements similaires ont opposé les FARDC, appuyées par les combattants Wazalendo, aux rebelles du M23 vers Kaziba, dans les hauts plateaux de Mubugu, Kange et Namubula. Selon des sources locales, ces combats sont également à l'origine de nouvelles tensions dans la région.

**D. DADEI**

## Le retour célébré d'une compagnie aérienne congolaise dans le ciel européen

**I**ls n'avaient que l'émotion sur leurs visages. Des passagers congolais avaient juré d'être à bord du premier vol effectuant la desserte sur Brussels/Bruzelles depuis Kinshasa effectuée le 1er juillet 2026 par une compagnie aérienne congolaise, Air Congo.

Ce vol inaugural d'Air Congo a décollé mercredi 1er juillet de l'Aéroport International de N'djili à Kinshasa à destination de Brussels/Bruzelles, marquant le retour du Congo dans le ciel européen et cela après plus de vingt-cinq ans d'absence. Pour cette première liaison, un Boeing 787-88 Dreamliner

aux couleurs d'Air Congo acquis en partenariat avec la compagnie éthiopienne Ethiopian Airlines, a effectué le vol d'une durée de moins de 8 heures Kinshasa N'djili-Bruzelles Zaventem.

### FACE À BRUSSELS AIRLINES.

Au départ à Kinshasa comme à l'atterrissage à Bruxelles, ce fut un grand événement. À bord, un Congolais a qualifié ce vol de « moment historique », exprimant sa fierté de voir à nouveau un avion aux couleurs nationales survoler l'Europe après plus de deux décennies d'absence. Au plan commercial, la compagnie Air Congo se trouve désormais en concurrence directe avec la compagnie belge

Brussels Airlines, qui exploitait, depuis plus de deux décennies, la très rentable liaison Kinshasa-Bruzelles dans une situation de monopole et fixait à sa guise les prix. Air Congo qui annonce les prix de billes d'avion « cent fois plus abordables », prévoit d'assurer sur ce trajet quatre à cinq vols par semaine qui auront lieu le mercredi, le vendredi, le samedi, le dimanche et le lundi.

Il faut noter que ce retour d'une compagnie aérienne congolaise s'effectue dans un contexte de blacklist de l'Union européenne, qui interdit les compagnies aériennes congolaises de survoler l'espace aérien européen. Pour contourner cette

restriction, Air Congo a usé d'un contrat de « wet lease » conclu avec Ethiopian Airlines. Un type de contrat qui permet à Air Congo d'exploiter un Boeing 787-88 Dreamliner fourni par Ethiopian, avec l'équipage Ethiopian, maintenance Ethiopian, assurance Ethiopian, cette compagnie n'étant pas concernée par les restrictions européennes. La bonne nouvelle est semble-t-il annoncée : sous peu, la présence des compagnies aériennes congolaises sur la blacklist de l'UE ne devrait plus durer dès lors que les compagnies aériennes congolaises seraient sur le point de satisfaire pleinement aux normes internationales de sécurité. **ALUNGA MBUWA**

# À la Chambre basse, le collectif budgétaire de Doudou Fwamba adopté

**A** la plénière de la Chambre basse réunie vendredi 3 juillet 2026 en session extraordinaire au Palais du peuple à Kinshasa, les députés ont adopté le projet de loi de finances rectificative 2026 et déclaré recevables deux projets de loi sur les conventions de collaboration et sur le statut des anciens combattants.

Ouverte lundi 29 juin, la session extraordinaire à l'Assemblée nationale s'est poursuivie vendredi 3 juillet en séance plénière, sous la présidence de son président Aimé Boji Sangara Bamanyirue. Les députés ont examiné deux projets de loi majeurs portant sur des réformes d'intérêt national aux implications économiques, financières, sociales et mémorielles. Le premier texte concerne le projet de loi portant régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicable aux conventions de collaboration, défendu par le ministre des Finances Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi. Qui a indiqué qu'il s'agit d'un cadre juridique moderne visant à sécuriser les projets de coopération, renforcer la gouvernance des finances publiques et améliorer la transparence dans la mobilisation et la gestion des recettes publiques.

«Conformément aux dispositions des articles 18, 26, 27, 35, 77 et 80 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour, le Gouvernement soumet au Parlement le projet de Loi de finances rectificative de l'exercice 2026, destiné à adapter les prévisions de la Loi de finances initiale à l'évolution de la conjoncture économique et des priorités nationales», lit-on dans l'exposé des motifs de la Loi de Finances rectificative de l'exercice 2026, présenté par le ministre des Finances. «Ce collectif budgétaire est élaboré dans un contexte marqué



À g. le président Aimé Boji Sangara Bamanyirue. À dr., le ministre des Finances Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi. DR.



par une amélioration des perspectives macroéconomiques, portée notamment par la stabilité progressive du cadre macroéconomique, la maîtrise graduelle de l'inflation ainsi que la bonne tenue des cours des matières premières stratégiques, particulièrement le cuivre et le cobalt».

## LE TAUX DE CROISSANCE PASSE À 5,6%.

«Dans ce cadre, le taux de croissance économique projeté pour 2026 est révisé à 5,6% contre 5,3% initialement prévu», poursuit le texte. «Le Gouvernement entend tirer profit du potentiel économique national afin de renforcer progressivement la mobilisation des recettes internes, dans un contexte où la pression fiscale demeure relativement modeste comparativement aux moyennes observées en Afrique subsaharienne. Cette dynamique vise à garantir un financement accru des priorités sécuritaires, sociales et de développement», écrit encore le texte. Un projet de loi qui prenait également en compte «les contraintes liées aux tensions géopolitiques internationales, notamment au Moyen-Orient, susceptibles d'affecter les marchés énergétiques et commerciaux mondiaux». Puis : «Ce collectif budgétaire vise à aligner les prévisions budgétaires au nouveau cadrage macroéconomique, à intérioriser les ressources issues des emprunts extérieurs, notamment les Eurobonds,

à soutenir les projets structurants du Gouvernement, dont les infrastructures de base, le Programme présidentiel de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi que les charges liées à la participation historique de la RDC à la Coupe du monde de football 2026. Il s'inscrit également dans la poursuite des réformes visant la rationalisation de la parafiscalité et l'assainissement des finances publiques». Les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques sont ci-après :

- ▶ Taux de croissance du PIB : 5,6% ;
- ▶ Taux croissance mines : 6,7% ;
- ▶ Taux d'inflation moyen : 3,5% ;
- ▶ Taux de change moyen : 2.290 FC/\$US ;
- ▶ Pression fiscale: 12,5% ;
- ▶ PIB nominal: 278.612,3 milliards de CDF.

Les recettes et les dépenses du pouvoir central ont été revues à la baisse et arrêtées en équilibre à 50.496,3 milliards de CDF contre 54.335,8 milliards de CDF de la Loi de finances initiales, soit une diminution de 7,1%. Les recettes de l'ordre de 50.496,3 milliards de CDF sont constituées des recettes du Budget général évaluées à 45.420,8 milliards de CDF, des budgets annexes projetées à 892,1 milliards de CDF et des comptes spéciaux à 4.183,4 milliards de CDF. Les recettes du Budget général comprennent les recettes internes à hauteur de 37.078,6 milliards de CDF et les recettes

extérieures arrêtées à 8.342,2 milliards de CDF, représentant respectivement 81,6% et 18,4% du budget général. Les recettes internes contiennent les recettes courantes de l'ordre de 34.819,2 milliards de CDF et les recettes exceptionnelles de 2.259,4 milliards de CDF. Les recettes courantes enregistrent un accroissement de 5,4% par rapport aux prévisions initiales de 33.025 milliards de CDF, consécutive à l'impact des nouvelles mesures envisagées. Elles sont réparties de la manière suivante :

- ▶ Recettes des douanes et accises : 8.299,6 milliards de CDF, soit un accroissement de 10,3% par rapport à leur niveau initial de 7.522,0 milliards de CDF ;
- ▶ Recettes des impôts: 20.100 milliards de CDF, soit un accroissement de 5,6% par rapport à leur niveau initial. Elles sont constituées des recettes minières de l'ordre de 9.750,6 milliards de CDF, des recettes pétrolières à hauteur de 248,7 milliards de CDF et d'autres recettes à 10.100,7 milliards de CDF.
- ▶ Recettes non fiscales : 6.419,5 milliards de CDF, soit une régression de 0,8% par rapport à leur niveau initial de 6.469,4 milliards de CDF. Elles sont composées d'une part, des recettes encadrées par la DGRAD chiffrées à 5.474,6 milliards de CDF dont des recettes minières de l'ordre de 1.932 milliards de CDF, des recettes pétrolières à hauteur de 379,7 milliards

de CDF et d'autres droits, taxes et redevances à hauteur de 3.162,9 milliards de CDF, et d'autre part, des autres recettes non fiscales chiffrées à 944,9 milliards de CDF.

- ▶ Les recettes exceptionnelles sont chiffrées à 2.259,4 milliards de CDF, soit un accroissement de 45,4% par rapport à leur niveau initial de 1.553,9 milliards de CDF. Elles se rapportent au produit des emprunts intérieurs au titre d'émission des obligations du trésor.
- ▶ Les recettes extérieures se chiffrent à 8.342,2 milliards de CDF contre 14.390,3 milliards de CDF du budget initial, soit une régression de 42%.

Elles sont constituées :

- des recettes d'apuis budgétaires de l'ordre de 2.762,4 milliards de FC, enregistrant une régression de 4,8% par rapport à la prévision initiale de 2.900,6 milliards de CDF ;
- des recettes de financements de 5.579,8 milliards de CDF, soit une régression de 51,4% par rapport à leur niveau initial.

- ▶ Les recettes des Budgets annexes sont arrêtées à 892,1 milliards de CDF. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour, ainsi que des budgets annexes reclassés.
- ▶ Les recettes des Comptes spéciaux sont évaluées à 4.183,4 milliards de CDF, soit une dimi-

nuton de 5% par rapport à leur niveau initial de 4.404,2 milliards de CDF. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

- ▶ Les dépenses rectificatives de l'exercice 2026 sont chiffrées à 50.496,3 milliards de CDF contre 54.335,8 milliards de CDF de la Loi de Finances initiale, soit une diminution de 7,1%. Elles sont réparties en Budget général, Budgets annexes et Comptes spéciaux. Les dépenses du Budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :
- Dette publique en capital : 2.011,3 milliards de CDF, représentant 4,4% des dépenses du Budget général, soit une régression de 2,4% par rapport à leur niveau initial ;
- Frais financiers : 1.153,4 milliards de CDF, représentant 2,5% des dépenses du Budget général, soit un accroissement de 27,1% par rapport à leur niveau initial, justifié par la réévaluation du service de la dette, à travers notamment l'intégration du remboursement des allocations DTS ;
- Dépenses de personnel : évaluées à 14.179,7 milliards de CDF, elles représentent 31,3% du Budget général, soit un accroissement de 1% par rapport à leur niveau initial de 14.033,0 milliards de CDF, justifié par l'augmentation salariale au double pour l'Armée, la Police nationale et les services de sécurité ;
- Biens et matériels : 810,7 milliards de

CDF, soit 1,8% des dépenses du Budget général, avec un accroissement de 0,7% par rapport à la Loi de Finances initiale située à 804,7 milliards de CDF ;

- Dépenses de prestations : 7.828,1 milliards de CDF, soit 17,2% des dépenses du Budget général et un accroissement de 18,3% par rapport à leur niveau de la Loi de finances initiale situé à 6.617,4 milliards de CDF, justifié par l'augmentation des dépenses sécuritaires affectées dans les nature « autres services » ;
- Transferts et interventions de l'État : 8.883,2 milliards de CDF, soit 19,6% des dépenses du Budget général et un accroissement de 4,1% par rapport à leur niveau de la Loi de Finances initiale de l'ordre de 8.533,8 milliards de CDF ;
- Équipements : 4.814,6 milliards de CDF, soit 10,6% des dépenses du budget général et une régression de 55,4% par rapport à leur niveau de la Loi de Finances initiale de l'ordre de 10.804,2 milliards de CDF.
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière : 5.739,7 milliards de CDF, soit 12,6% des dépenses du Budget général et un accroissement de 10,2% par rapport à la Loi de Finances initiale chiffrée à 5.208,3 milliards de CDF. Les dépenses des Budgets annexes et des Comptes spéciaux sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes.

D. DADEI ■

**Prenez-le dans les librairies du monde**

**Trouvez votre exemplaire à la fnac.com ou chez amazon.com**

**Quand un acteur politique majeur  
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais**



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065  
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris seviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

# L'Indépendance

«Le débat légitime, le désaccord naturel, la contradiction utile mais...»

**P**our la énième fois, le Congo en guerre n'a pas célé-

bré un 30-Juin son indépendance arrachée des mains des Belges dans des défils gigantesques de jadis. Mais le pays a eu droit à l'habituel discours à la Nation du Chef de l'État. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'est adressé dès l'entame à ceux qui «tiennent les lignes, défendent nos frontières, protègent nos populations», en leur disant : « la Nation reconnaissante vous dit merci ». Puis : «Votre courage est le rempart de notre souveraineté, et votre engagement restera inscrit dans la mémoire de la République». Il a expliqué qu'«aucune paix durable dans la région des Grands Lacs ne peut se bâtir contre la souveraineté de la République Démocratique du Congo, ni au détriment de la dignité de son peuple». Sur «les Accords de Washington, les discussions de Doha et les engagements de Montreux», il a déclaré que ceux-ci «n'ont de sens que s'ils produisent des résultats concrets, vérifiables et irréversibles». Il a appelé au «silence des armes, à la fin de tout soutien aux groupes armés, au retrait effectif des forces étrangères non invitées, au désarmement des combattants, au retour digne et sécurisé des déplacés et des réfugiés, à la protection des civils, à la restauration de l'autorité de l'État, à la justice pour les victimes et aux garanties crédibles de non-répétition». Puis : «La paix ne peut être ni une mise entre parenthèses de la vérité, ni une récompense accordée à ceux qui prennent les armes contre la République,



Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors de son discours. DR.

encore moins un compromis sur notre souveraineté, notre justice ou notre intégrité territoriale». Il a fait un «serment devant la Nation» : «La République Démocratique du Congo ne sera plus réduite à l'image d'un pays que l'on convoite, que l'on pille ou que l'on désstabilise», expliquant que depuis sa prise du pouvoir, l'image du pays a changé : Le Congo « n'est plus seulement perçu comme un territoire de crises ; (il) est désormais identifié comme un « pays solutions », grâce notamment à nos minerais critiques - le cobalt, le cuivre, le coltan, le lithium - qui participent déjà à façonner l'avenir du monde et confèrent à notre pays un levier historique de repositionnement et de transformation». «C'est dans cette perspective, a-t-il poursuivi, que s'inscrit le partenariat stratégique que nous

construisons avec les États-Unis d'Amérique, ainsi que ceux que nous entendons nouer avec nos autres partenaires. Tous doivent répondre à une exigence claire : servir les intérêts fondamentaux du peuple congolais, renforcer notre souveraineté, soutenir la paix, favoriser la transformation locale, sécuriser les chaînes de valeur et créer des emplois durables pour notre jeunesse». «Les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo ne doivent plus être regardées comme une malédiction. Elles doivent devenir un levier de paix, de prospérité, de souveraineté, de justice et de transformation pour le peuple congolais». Abordant la question politique de l'heure, à savoir, la proposition de loi sur le référendum portée par le député Paul-Gaspard Ngondankoy adoptée en juin 2026 par les

deux Chambres parlementaires, il a eu ces mots : «Le débat est légitime, le désaccord est naturel, la contradiction est utile, lorsqu'ils s'expriment dans le respect de la République, de ses institutions, de ses lois et de l'intérêt supérieur de la Nation (...). Dans une démocratie, aucune question d'intérêt national ne doit être confisquée ni interdite de réflexion. Mais, dans le même temps, aucun débat touchant au pacte fondamental de la Nation ne peut être conduit dans la précipitation, la manipulation ou l'obsession politicienne». Il a annoncé avoir «déféré cette loi (votée par les deux Chambres, ndlr) à la Cour constitutionnelle, aux fins d'examen de sa constitutionnalité, avant sa promulgation éventuelle, conformément à l'art. 160, al. 3, de notre Constitution». Une «démarche (qui) procède d'une convic-

tion républicaine profonde : dans une démocratie, aucune décision, aussi importante soit-elle, ne saurait s'affranchir des règles, des procédures et des garanties que nous impose la Loi fondamentale (...). Le peuple congolais est le seul souverain. Nul ne peut parler durablement au nom de la Nation contre la Nation elle-même». Ci-après dans son intégralité:

Kinshasa, le 30 juin 2026  
Congolaises, Congolais, Mes très chers compatriotes,  
En ce jour solennel du 30 juin 2026, notre Nation célèbre le 66ème anniversaire de son accession à l'indépendance. Soixante-six ans se sont écoulés depuis ce jour historique où le peuple congolais, après de longues années de domination coloniale, s'est levé dans sa dignité pour affirmer devant le monde son droit inaliénable à la liberté, à l'autodétermi-

nation et à la maîtrise de son destin. Le 30 juin n'est donc pas une simple date de notre calendrier républicain. Il est à la fois une mémoire, une promesse et une responsabilité. Il est la mémoire de celles et ceux qui, par leur courage et leur sacrifice, ont ouvert le chemin de notre liberté. Pour eux, l'unité, la dignité et la souveraineté du peuple congolais avaient plus de valeur que leur propre vie. Il est aussi la promesse faite à chaque génération de ne jamais renoncer à l'idéal d'un Congo libre, uni et souverain. Il est enfin une responsabilité ; celle de protéger, d'approfondir et d'incarner chaque jour l'indépendance conquise par nos pères, dans nos institutions, notre économie, notre diplomatie, notre défense nationale et notre engagement collectif au service de la République. En ce jour de communion nationale, je m'incline avec respect devant la mémoire de nos Pères de l'indépendance, de nos héros nationaux, de nos martyrs et de tous les combattants de la liberté, connus ou anonymes, qui ont fait de ce pays une patrie libre. Je rends un hommage particulier à Joseph Kasa-Vubu, à Patrice Émery Lumumba, ainsi qu'à tous les bâtisseurs de notre conscience nationale. Je rends également hommage à toutes les femmes et à tous les hommes qui, dans nos villages, nos villes, nos écoles, nos églises, nos administrations, nos mines, nos champs, nos marchés, nos entreprises et nos familles, continuent chaque jour, par leur travail, leur courage et leur résilience, de porter la République à bout de bras. Mes très chers compatriotes, Cette année encore, notre fête nationale intervient dans un contexte grave. À l'Est de notre pays, nos compatriotes continuent de subir les

(suite en page 8).

# « Aucune décision ne saurait se passer des règles, des procédures qu'impose la loi fondamentale »

(suite de la page 7).

conséquences douloureuses de l'agression, de l'activisme des groupes armés, des terroristes, des violences contre les civils, des déplacements forcés, des pillages, des prédatons économiques et des violations répétées du droit international. Je pense, en cet instant, à nos frères et sœurs du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Tanganyika, du Maniema et de toutes les zones meurtries par l'insécurité.

Je pense aux familles endeuillées, aux déplacés contraints de vivre loin de leurs terres, aux femmes victimes de violences, aux enfants privés d'école, aux paysans privés de leurs champs, aux commerçants privés de leurs activités et aux jeunes privés de perspectives par la guerre et par la peur. À chacun d'entre eux, je veux redire, au nom de la Nation tout entière : vous n'êtes pas oubliés. Votre douleur est celle de toute la République, et votre sécurité demeure une priorité absolue de mon action. Je rends un hommage solennel à nos Forces Armées, à notre Police nationale, à nos services de sécurité, ainsi qu'aux résistants patriotes Wazalendo engagés dans le cadre légal de la défense de la patrie. À vous qui tenez les lignes, qui défendez nos frontières et qui protégez nos populations, la Nation reconnaissante vous dit merci. Votre courage est le rempart de notre souveraineté, et votre engagement restera inscrit dans la mémoire de la République.

Mes très chers compatriotes, L'année dernière, à la même période, je m'adressais à vous au lendemain d'avancées diplomatiques importantes, notamment dans le cadre de l'Accord de Washington et des discussions de Doha. Ces démarches avaient ouvert une espérance et remplacé la tragédie congolaise au cœur des agendas régionaux et internationaux. Elles ont surtout consacré une vérité essentielle : aucune paix durable dans la région des Grands Lacs ne peut se bâtir contre la souveraineté de la République Démocratique du Congo, ni au détriment de la dignité de son peuple. Le choix de la diplomatie n'a jamais été un signe de faiblesse. Il fut le



« La Nation reconnaissante dit merci à ceux qui tiennent les lignes, défendent nos frontières ». DR.

choix de la responsabilité, de la maîtrise et de la recherche, par tous les moyens légitimes, de la fin des souffrances imposées à nos populations. Les Accords de Washington, les discussions de Doha et les engagements de Montreux n'ont de sens que s'ils produisent des résultats concrets, vérifiables et irréversibles: le silence des armes, la fin de tout soutien aux groupes armés, le retrait effectif des forces étrangères non invitées, le désarmement des combattants, le retour digne et sécurisé des déplacés et des réfugiés, la protection des civils, la restauration de l'autorité de l'État, la justice pour les victimes et des garanties crédibles de non-répétition. La République Démocratique du Congo reste engagée en faveur de la paix. Elle respecte sa parole, honore ses engagements et demeure ouverte au dialogue lorsqu'il est sincère, équilibré et conforme aux intérêts fondamentaux de la Nation. Mais la paix ne peut être ni une mise entre parenthèses de la vérité, ni une récompense accordée à ceux qui prennent les armes contre la République, encore moins un compromis sur notre souveraineté, notre justice ou notre intégrité territoriale. La paix que nous recherchons est une paix juste: une paix qui respecte les frontières, restaure l'autorité de l'État,

sanctionne les crimes et transforme nos ressources naturelles en instruments de développement, non en carburant de guerre. C'est cette paix-là que nous voulons. C'est cette paix-là que nous défendrons. Je remercie nos partenaires qui accompagnent ces efforts, notamment les États-Unis d'Amérique, l'État du Qatar, l'Union africaine, les Nations Unies, la SADC, l'EAC, la CIRGL, ainsi que tous les pays amis engagés en faveur de la paix dans notre région. La République Démocratique du Congo ne sera plus réduite à l'image d'un pays que l'on convoite, que l'on pille ou que l'on déstabilise. J'en ai fait le serment devant la Nation. Et depuis mon accession à la magistrature suprême, je travaille à faire reconnaître notre pays pour ce qu'il est véritablement appelé à devenir: un pilier de paix, de croissance, de transition énergétique, de stabilité régionale et de prospérité partagée en Afrique et dans le monde. Le regard porté sur notre pays est d'ailleurs en train de changer. La République Démocratique du Congo n'est plus seulement perçue comme un territoire de crises ; elle est désormais identifiée comme un « pays solutions », grâce notamment à nos minerais critiques - le cobalt, le cuivre, le coltan, le lithium - qui participent déjà à façonner l'avenir du monde et

confèrent à notre pays un levier historique de repositionnement et de transformation. C'est dans cette perspective que s'inscrit le partenariat stratégique que nous construisons avec les États-Unis d'Amérique, ainsi que ceux que nous entendons nouer avec nos autres partenaires. Tous doivent répondre à une exigence claire : servir les intérêts fondamentaux du peuple congolais, renforcer notre souveraineté, soutenir la paix, favoriser la transformation locale, sécuriser les chaînes de valeur et créer des emplois durables pour notre jeunesse. Le temps où nos minerais étaient extraits chez nous, exportés à l'état brut, valorisés ailleurs, puis revendus au monde pendant que nos populations demeuraient dans la pauvreté, appartient désormais au passé. C'est dans cette même perspective que la République Démocratique du Congo assume la présidence de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, avec l'ambition d'en faire un cadre plus utile, plus responsable et plus efficace au service de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement partagé. Nous y défendons des principes clairs de respect de l'intégrité territoriale des États, de non-ingérence, de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, d'intégration économique, de sécurité

collective et de responsabilité face aux engagements pris. C'est également cette voix que notre pays portera au Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment lors de la réunion de haut niveau que j'aurai l'honneur de présider le mois prochain sur les liens entre ressources naturelles, paix, sécurité et développement durable. Notre message sera clair: les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo ne doivent plus être regardées comme une malédiction. Elles doivent devenir un levier de paix, de prospérité, de souveraineté, de justice et de transformation pour le peuple congolais.

Mes très chers compatriotes, La santé de nos populations demeure une priorité essentielle de notre action publique. Aucune Nation ne peut prétendre à une prospérité durable sans un système de santé solide, accessible et résilient. C'est dans cet esprit que nous avons poursuivi, ces dernières années, le renforcement de nos infrastructures sanitaires, des capacités de nos personnels de santé, de la surveillance épidémiologique et de la recherche médicale, notamment à travers l'expertise reconnue de l'Institut National de Recherche Biomédicale. Alors que ces efforts se poursuivent, notre pays fait face à une nouvelle épreuve sanitaire : la

résurgence de l'épidémie de maladie à virus Ebola, causée par la souche Bundibugyo. Cette nouvelle flambée épidémique touche principalement les zones de santé de Rwampara, Mongwalu et Bunia, dans la province de l'Ituri. En ces circonstances douloureuses, j'adresse d'abord la compassion de la Nation aux familles qui ont perdu un être cher, ainsi qu'à toutes les personnes touchées par cette épreuve. Face à cette menace, les mécanismes de riposte ont été rapidement activés. Fort de l'expérience acquise lors des précédentes flambées d'Ebola, notre pays dispose aujourd'hui de capacités renforcées pour prévenir, détecter, isoler, prendre en charge et protéger nos populations. Un plan global de riposte, budgétisé à 319 millions de \$US, a été élaboré. Les premiers moyens nécessaires ont été mobilisés en urgence par le Gouvernement afin d'appuyer les opérations sur le terrain, limiter la propagation de la maladie et sauver le plus grand nombre de vies possible. Je veux ici saluer le courage et le professionnalisme de nos médecins, chercheurs, infirmiers, techniciens de laboratoire, agents de santé communautaires, équipes de surveillance, autorités provinciales, autorités coutumières, partenaires techniques et financiers, ainsi que des communautés locales engagées dans cette riposte.

Dans des conditions souvent difficiles, parfois au contact même direct du danger, ces femmes et ces hommes protègent des vies, rassurent les familles, accompagnent les malades et renforcent la résilience de notre système de santé. Ils méritent la reconnaissance de toute la Nation. J'appelle nos compatriotes vivant dans les zones concernées, ainsi que l'ensemble de la population, à demeurer vigilants, responsables et disciplinés. Ebola n'est ni une rumeur ni une honte. C'est une urgence sanitaire qui exige responsabilité, solidarité et vérité. Je demande à chacune et à chacun de respecter les consignes des autorités sanitaires, d'observer les mesures d'hygiène, de signaler immédiatement tout cas suspect, d'éviter les pratiques à risque et de ne pas céder à la désinformation. Dans cette épreuve, notre force résiliente : la

(suite en page 9).

# « Nul ne peut parler durablement au nom de la Nation contre la Nation elle-même »

(suite de la page 8).

dera dans la confiance, la discipline collective, la solidarité nationale et la capacité de l'État à agir rapidement, efficacement et au plus près des populations.

Mes très chers compatriotes, En ce jour particulier, je voudrais m'adresser à toutes les Congolaises et à tous les Congolais, au-delà des convictions, des sensibilités et des appartenances politiques. Notre pays traverse des débats politiques importants. Cela est normal dans une démocratie vivante. Le débat est légitime, le désaccord est naturel, la contradiction est utile, lorsqu'ils s'expriment dans le respect de la République, de ses institutions, de ses lois et de l'intérêt supérieur de la Nation. Je veux cependant rappeler un principe essentiel: aucune ambition personnelle ou partisane ne vaut plus que la paix de tous ; aucune divergence politique ne doit être plus forte que l'unité de la République ; aucune stratégie de conquête ou de contestation du pouvoir ne doit fragiliser la souveraineté du peuple congolais. J'entends les discussions suscitées autour de la Constitution et des réformes institutionnelles.

Dans une démocratie, aucune question d'intérêt national ne doit être confisquée ni interdite de réflexion. Mais, dans le même temps, aucun débat touchant au pacte fondamental de la Nation ne peut être conduit dans la précipitation, la manipulation ou l'obsession politicienne. La Constitution n'est ni un instrument de circonstance, ni un objet de convenance. Elle organise notre vie commune, garantit l'équilibre de nos institutions, consacre les droits du peuple et protège la stabilité de la République. En débattre exige donc sérénité, rigueur, transparence et sens élevé de l'intérêt général. Ma responsabilité, comme Chef de l'État et garant de la Nation, est de veiller à ce que les débats engageant l'avenir du pays se tiennent dans le respect de la Constitution, de l'État de droit, des institutions et de la souveraineté populaire. Elle est aussi d'écouter, d'apaiser, de clarifier et, lorsque cela s'impose, de rechercher les voies

d'un consensus national responsable. S'agissant de la loi référendaire adoptée par les deux Chambres du Parlement, je tiens à rappeler qu'elle relève du fonctionnement normal de nos institutions et du principe de séparation des pouvoirs. Dans une République démocratique, le Parlement débat, délibère et légifère. Le Président de la République, garant du bon fonctionnement des institutions, exerce les prérogatives que lui confère la Constitution. Les juridictions compétentes, quant à elles, veillent au respect de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit. C'est dans cet esprit de coopération interinstitutionnelle et de respect de l'État de droit que j'ai déferé cette loi à la Cour constitutionnelle, aux fins d'examen de sa constitutionnalité, avant sa promulgation éventuelle, conformément à l'article 160, alinéa 3, de notre Constitution. Cette démarche procède d'une conviction républicaine profonde : dans une démocratie, aucune décision, aussi importante soit-elle, ne saurait s'affranchir des règles, des procédures et des garanties que nous impose la Loi fondamentale. La République ne ferme la porte à aucun de ses enfants, dès lors qu'ils choisissent la voie de la paix, du dialogue, du respect des institutions et de la loyauté envers la Nation. Mais le dialogue ne peut être détourné de son sens. Il ne saurait devenir un instrument de pression, de contournement des institutions ou de remise en cause de la volonté du peuple, telle qu'elle s'exprime conformément à la Constitution et aux lois de la République. Le peuple congolais est le seul souverain. Nul ne peut parler durablement au nom de la Nation contre la Nation elle-même. Nul ne peut prétendre défendre la démocratie tout en refusant les principes qui la fondent, à savoir : le débat libre, le respect des institutions, la séparation des pouvoirs, la souveraineté populaire et la responsabilité devant le peuple. À ce stade, je voudrais surtout insister sur un point, avec la plus grande fermeté : le recours à la violence, aux armes, à la haine, à la désinformation ou à toute forme d'atteinte à notre souveraineté et à notre intégrité

territoriale ne saurait constituer un mode d'expression politique. Il ne peut, en aucun cas, ouvrir un droit particulier à la négociation, ni placer ceux qui menacent la République au-dessus de ceux qui respectent ses lois. Nous pouvons débattre, diverger et nous opposer dans le cadre républicain. Mais nous n'avons pas le droit d'affaiblir la Nation au moment où elle fait face à des menaces existentielles. Face aux défis qui pèsent sur notre pays, l'unité nationale n'est pas une option : elle est une exigence historique, elle est un impératif absolu ! J'appelle donc les acteurs politiques, de la majorité comme de l'opposition, les responsables sociaux, religieux, économiques, médiatiques et associatifs, ainsi que l'ensemble de la société civile, à faire preuve de hauteur, de retenue et de responsabilité.

Mes très chers compatriotes, Au milieu des épreuves que traverse notre Nation, cette année nous aura également offert un puissant motif de fierté collective : nos Léopards viennent d'écrire une page historique du football congolais. 52 ans après notre dernière participation à une Coupe du monde, ils ont non seulement ramené la République Démocratique du Congo sur la scène mondiale, mais ils viennent aussi de franchir, avec courage et panache, un cap inédit de notre histoire sportive. Par leur brillante victoire face à l'Ouzbékistan, sur le score de 3 buts à 1, nos Léopards se sont qualifiés pour la phase à élimination directe, offrant à notre peuple une joie immense, une émotion rare et une fierté qui dépasse le seul cadre du sport. Au-delà du résultat, cette victoire porte une signification profonde. Elle nous rappelle qu'aucun objectif n'est hors de portée lorsque la discipline, le travail, la solidarité et la foi en nos propres forces se conjuguent. Pendant plusieurs semaines, nos différences se sont effacées derrière un même drapeau. Le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les Congolais de l'intérieur comme ceux de la diaspora ont vibré d'un même cœur, dans une même ferveur et avec une même fierté. Voilà l'image du Congo

que nous devons préserver et faire grandir : un Congo uni, ambitieux, résilient et déterminé à tenir son rang parmi les Nations.

Par leur courage, leur combativité et leur attachement au maillot national, nos Léopards ont rappelé au monde que la République Démocratique du Congo ne se résume pas à ses crises. Le Congo, c'est aussi le talent, l'audace, la discipline, la résilience et cette capacité de croire jusqu'au bout, même lorsque le chemin semble difficile.

J'adresse, au nom de la Nation, mes chaleureuses félicitations aux joueurs, au staff technique, aux dirigeants sportifs, à la Fédération, aux supporters, ainsi qu'à toute la jeunesse congolaise qui s'est reconnue dans cette magnifique aventure. À nos Léopards, qui s'apprêtent désormais à défier l'Angleterre en seizième de finale, je veux adresser un message simple : entrez sur le terrain avec la sérénité de ceux qui ont déjà honoré la Nation, mais aussi avec l'audace de ceux qui savent que l'histoire n'a pas encore livré son dernier mot. Jouez avec discipline, courage, intelligence et surtout sans regrets. Vous avez déjà fait battre le cœur des Congolaises et des Congolais. Vous avez déjà rendu tout un peuple fier. Mais nous continuons à croire en vous et en votre capacité à aller plus loin, à surprendre encore, à faire reculer les limites du possible et à écrire, sous nos couleurs, une nouvelle page de notre grandeur nationale. Quelle que soit l'adversité, la République Démocratique du Congo vous accompagnera de sa ferveur, de ses prières et de son soutien indéfectible. Entrez sur le terrain avec la force de tout un peuple uni derrière vous. Le sport est une école de discipline, de cohésion, d'effort et de patriotisme. L'esprit des Léopards doit inspirer la Nation entière : rester unis, défendre nos couleurs, croire en nos forces et combattre, chacun à sa place, pour l'honneur et la grandeur de la République. Dans le même élan, je rends hommage à nos artistes, scientifiques, chercheurs, entrepreneurs, créateurs, ainsi qu'à toutes les femmes et à tous les hommes

qui, par leur talent, leur travail et leur excellence, contribuent au rayonnement de la République Démocratique du Congo à travers le monde.

Mes très chers compatriotes, Soixante-six ans après l'indépendance, la République Démocratique du Congo demeure debout. Debout malgré les guerres, les convoitises, les blessures de l'histoire et les épreuves traversées. Debout, surtout, parce que son peuple n'a jamais cessé de croire en lui-même, en sa dignité et en son destin. Cette force intérieure, cette capacité à résister et à se relever, constitue l'une des plus grandes richesses de notre Nation. Et aujourd'hui, plus que jamais, notre responsabilité est d'aller plus loin. L'indépendance politique fut une conquête historique. Notre devoir, désormais, est d'en faire une souveraineté pleinement vécue, concrète et irréversible. Une souveraineté sécuritaire, afin que plus aucun groupe armé, plus aucune force étrangère, plus aucun agenda extérieur ne puisse dicter sa loi sur une parcelle de notre territoire. Une souveraineté économique, afin que les ressources de notre sol et de notre sous-sol servent d'abord le développement de notre pays, la transformation de notre économie, la création de valeur locale, l'émergence de champions nationaux et le bien-être de notre peuple. Une souveraineté numérique, afin que l'identité de nos citoyens, les données de notre pays et les services publics de notre État soient protégés, modernisés et mis au service des Congolaises et des Congolais. Une souveraineté diplomatique, enfin, afin que la République Démocratique du Congo parle au monde avec respect, clarté, dignité et fermeté. Voilà le sens profond que je donne à cette célébration : faire du 30 juin non seulement un moment de mémoire, mais aussi un appel au sursaut national. Notre République est une maison commune. Chacun y a des droits, des devoirs, une dignité à protéger et une responsabilité à assumer. C'est pourquoi nous devons regarder au-delà des urgences du moment et préparer, avec méthode

et détermination, le Congo de 2030, de 2040 et de 2050.

Le Congo que nous voulons léguer à nos enfants est un Congo en paix, moderne, prospère et respecté ; un Congo où chaque enfant accède à une éducation de qualité, où chaque famille bénéficie de soins dignes, où chaque jeune peut trouver sa place, exercer son talent et réaliser ses ambitions ; un Congo où les richesses nationales se transforment en emplois, en infrastructures, en services publics et en mieux-être pour le peuple. Ce Congo ne se construira ni par la résignation, ni par la division, ni par l'attente passive. Il se construira par le travail, la discipline, l'unité, la probité et le sursaut patriotique. Chaque Congolaise et chaque Congolais a une part à prendre dans cette œuvre nationale : l'enseignant qui forme avec conscience, le soldat qui protège avec honneur, le policier qui sécurise sans abuser, le médecin qui soigne avec dévouement, le fonctionnaire qui sert avec probité, le magistrat qui rend justice avec indépendance, l'entrepreneur qui crée des emplois, le jeune qui innove, les parents qui éduquent dans les valeurs, le citoyen qui respecte la loi et protège le bien public, la diaspora qui investit, transmet et valorise le pays. Comme le rappelait Nelson Mandela, « avec la liberté viennent les responsabilités ». Notre indépendance nous a donné une Nation à aimer ; elle nous confie aussi une République à servir, à protéger et à élever. Car le patriotisme n'est pas seulement un sentiment. Il est une conduite, une discipline, une manière de servir, de protéger, de respecter et d'élever la Nation. En ce 30 juin, levons-nous avec confiance, courage et amour pour la patrie. Unis dans la vérité. Fermes dans la souveraineté. Responsables dans l'action. Solidaires dans l'effort. Confiants dans l'avenir. Bonne fête de l'Indépendance à toutes et à tous. Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo, son peuple et tous ceux qui l'ont choisi comme pays de résidence.

*Je vous remercie.*

# N'Djili Aéro change d'image

## L'incroyable transmutation du pavillon historique La Rotonde

**L**is l'avaient surnommé «la Rotonde», pour sa forme ronde, à l'intérieur comme à l'extérieur, l'appellation que cette porte de départ et d'arrivée des passagers à l'Aéroport International de N'djili conserve depuis près de huit décennies. À Kinshasa-N'djili comme partout dans le monde où une infrastructure circulaire de ce genre existe, elle constitue le corps central d'un bâtiment ou sert de pavillon de repos dans un parc. Le plus célèbre édifice historique sur la planète terre se trouve être le Panthéon de Rome, appelé aussi Sainte-Marie-de-la-Rotonde.

### IL Y A 77 ANS.

Le 14 février 1959, le Belge Henri Cornelis, gouverneur général du Congo-Belge et du Rwanda-Urundi, ouvre les portes de l'Aéroport de N'djili, principale porte d'entrée et de sortie de la capitale Léopoldville aujourd'hui Kinshasa. La piste de cet aéroport, longue de 4.694 m, reste la piste d'envol la plus longue du monde jusque dans les années 1960 lorsque les Belges accordent l'Indépendance à leur ancienne colonie. D'autres sources font figurer l'aéroport de Léopoldville parmi les quatorze aéroports au monde disposant d'une aussi longue piste civile. Tout part du Plan général pour le développement des plateformes aéroportuaires de



Ci-haut visite-réception de la Rotonde. Ci-bas, attente de l'atterrissage du Dreamliner Boeing 787-800 d'Air Congo. DR.



la colonie, mis sur pied en 1949, il y a soixante-dix-sept ans. Près d'un milliard (964.000.000) de FB (francs belges) sont consacrés par la colonie à ces projets. Le plus gros effort se concentre sur l'Aéroport de N'djili. Les travaux débutent en 1951 et s'achèvent deux ans après, en 1953, pour la piste et les premiers bâtiments techniques, ce qui amène les avions de la Sabena, la compagnie aérienne nationale belge, à se poser à N'djili. L'aérogare dont la construction démarre en 1940 est achevée en 1958 et, le 14 février 1959, à la veille de l'Indépendance, le Belge Henri Cornelis procède à la coupure du ruban symbolique. Les autorités coloniales avaient

(suite en page 11).

# Ce qu'il est désormais

(suite de la page 10).

conçu cet aéroport dans le but d'une part de remplacer l'ancien aéroport de Ndolo devenu trop exigu pour accueillir des avions à réaction qui plaçaient Léopoldville à 7:30' de vol de Brussels (Bruxelles) et, de l'autre, elles voulaient faire de N'djili une plate-forme de correspondance de leur compagnie aérienne.

L'aéroport dispose d'une résistance de piste de 20 t/roue simple isolée, 40 t/roues jumelées et 100 t/boggies. Aujourd'hui, N'djili dont le code international (IATA) est FIH, reste le plus grand aéroport du Congo, mais malheureusement, il faut le reconnaître, l'un des derniers du Continent.

## LES ANNÉES DE NÉANDERTAL.

S'il porte le nom de N'djili, qui évoque le nom de la commune de N'djili, l'aéroport se situe sur le territoire de la commune de Nsele.

Lors de la construction, la zone non constituée en municipalité à l'est de la capitale était rattachée administrativement au territoire suburbain de N'djili. À la création de la commune de Nsele, les nouvelles autorités revendiquent le terrain.

Mais cette revendication légitime n'est pas prise en compte. L'aéroport continue d'être appelé comme une enclave de la commune de N'djili.

Cette Rotonde qui avait retourné le pays « aux années de l'homme de Néandertal », constat fait il y a trois ans, par le Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, lors de sa première visite de cet aéroport, était devenue introuvable.

« Ce fut pire qu'un wenze (marché) de quartier quelconque de la capitale. Tout était crasse. Tout était entassé, mangé, bu, fumé de manière quelconque, jeté par terre, craché au sol. L'air des tas d'ordures irrespirable. Ce fut pourtant la principale plateforme aéroportuaire du pays, la principale porte d'entrée et de sortie du Congo »,

(suite en page 12).



Soucieuse d'exécuter son deal minerais rares contre sécurité à l'est du Congo, l'Administration qui retarde ce projet. DR.



# Ce qu'il était hier

(suite de la page 11).

avait déploré haut et fort Tryphon Kinkey Mulumba lors de cette visite. Il fut entendu par le Président de la République et par les Autorités du Gouvernement qui mobilisèrent les moyens en confiant la restauration de cet espace à l'entreprise Infra-Rose de l'homme d'affaires de nationalité canadienne Rahim Dhrolia, qui a construit l'aérogare de Kolwezi, érige celui de Bipemba à Mbuji-Mayi, est le promoteur des hôtels Novotel, à Kinshasa et Kolwezi.

## ILS TOURNENT DES PAGES HONTEUSES.

Désormais, nul doute, les aéroports du pays ont entrepris de tourner des pages honteuses. Le cas de Kolwezi, Bangboka à Kisangani, Murongo à Bunia, Kananga, etc. La réception mardi 30 juin 2026 de la Rotonde «entièrement réhabilitée et modernisée», vient renforcer la capacité d'accueil de N'djili. Selon la présidence de la République, les travaux entrepris visent à aligner l'aéroport sur « les standards internationaux » et à élargir son ouverture aux vols régionaux et internationaux. L'événement a mobilisé, autour du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, des chefs des institutions, les deux présidents des Chambres parlementaires Aimé Boji Sangara Bamanyirue (Assemblée nationale) et Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge (Sénat), la Première ministre, Mme Judith Suminwa Tuluka, accompagnée de membres du Gouvernement, le président de la Cour Constitutionnelle Dieudonné Kamuleta Badibanga. Avec le Chef de l'État accompagné de son épouse Denise Nyakeru Tshisekedi, ils avaient pris place à bord du train urbain, parti du centre-ville (première gare) jusqu'à l'aéroport. L'activité a eu lieu une heure avant la réception du premier Boeing 787-800 Dreamliner d'Air Congo (acquis en partenariat avec la compagnie éthiopienne Ethiopian) destiné aux vols

(suite en page 13).



«Tout était entassé, mangé, bu, fumé de manière quelconque, jeté par terre, craché au sol. L'air des tas d'ordures irrespirable». DR.



# Rien que crasse

(suite de la page 12).

internationaux, avec une capacité de 360 à 380 passagers. « L'arrivée de cet avion inaugure une ère nouvelle dans le transport aérien en République démocratique du Congo, avec une réduction des prix des billets à l'international », a confié un opérateur aéroportuaire cité par l'Agence Congolaise de Presse, ACP. Et, comme le hasard n'existe pas, tous ces événements interviennent au moment où deux aéroports du Congo - N'djili à Kinshasa et La Lombe à Lubumbashi - sont sortis de la blacklist de l'OACI et de l'UE. Si, en 2017, le pays était à 49% en matière de sûreté dans la navigation aérienne, en 2026, ces deux aéroports sont à 69% et dépassent la moyenne africaine de 62%. Pour le ministre des Finances, Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi, il y a là les réalisations du Gouvernement dans le secteur des infrastructures. « Ces investissements constituent des indicateurs crédibles en perspective d'une future émission d'Eurobond, qu'il a qualifiée d'avant-gout des ambitions portées par les autorités congolaises », a-t-il confié à l'ACP.

ALUNGA MBUWA ■



«Tout était crasse. L'air des tas d'ordures irrespirable. Ce fut pire qu'un wENZE (marché) de quartier quelconque de la capitale ». DR.



# Trump

## Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**I**l est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclencher la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# La voiture de l'année 2026

**C**e qu'il faut savoir de la Mercedes CLA qui a remporté le titre de Voiture de l'Année 2026, s'imposant par sa maîtrise technologique absolue.

Cette berline électrique couronnée redéfinit les standards du voyage en supprimant l'angoisse de la panne grâce à une recharge express et une autonomie exceptionnelle. Avec 775 km de portée WLTP, elle prouve la maturité de l'électrique sur longue distance.

Identifier le véhicule qui redéfinit réellement les standards du marché reste complexe face à la multiplication des offres électriques. Le jury européen a pourtant tranché sans équivoque en nommant la nouvelle Mercedes CLA voiture année 2026 pour son excellence technique et son audace. Nous analysons ici les critères décisifs, de l'autonomie record à l'interface de pointe, qui ont permis à ce modèle de surclasser ses concurrents.

## PRIX PRESTIGIEUX, BERLINE AUDACIEUSE.

La nouvelle Mercedes CLA est la voiture de l'année 2026, une victoire marquante. Le résultat a été officiellement proclamé lors du Salon de Bruxelles. C'est un retour au sommet pour la marque allemande. Elle affiche un score de 320 points, creusant une marge confortable sur ses poursuivants. Ce choix a pu surprendre certains observateurs qui attendaient un modèle plus généraliste. Pourtant, la domination technique de l'allemande a fini par convaincre tout le monde.

La CLA impose sa ligne de berline au design de coupé. Cette silhouette se démarque dans un paysage automobile



Une berline qui redéfinit les standards du voyage en supprimant l'angoisse de la panne grâce à une recharge express. DR.

dominé par les SUV. Les coulisses du prix Car of the Year ? Le jury se compose de 59 journalistes automobiles européens très expérimentés. Ils viennent de nombreux pays différents pour garantir une vision globale. Cette diversité assure l'indépendance et la crédibilité du prix. Les jurés testent les modèles finalistes sur route et sur circuit avant de voter. Chaque juré dispose ensuite de points précis à répartir. Ce n'est pas un concours de beauté ou de popularité. C'est une évaluation basée sur des critères stricts comme l'innovation technique et le design.

La sécurité entre également en compte. Enfin, le rapport qualité-prix reste un élément déterminant pour gagner. La technologie électrique au cœur de la victoire. Une autonomie qui change les règles du jeu. La nouvelle Mercedes CLA voiture année 2026 frappe

fort là où ça compte vraiment. Son atout maître réside dans une endurance à peine croyable pour une berline de ce segment. On parle ici d'un chiffre officiel dépassant les 775 km en cycle WLTP. Oubliez la peur de la panne sèche sur l'autoroute ou le stress de la jauge qui baisse. Avec une telle réserve d'énergie, un trajet comme Paris-Marseille devient envisageable sans avoir les yeux rivés sur l'écran de contrôle. Cette prouesse technique place la CLA loin devant ses rivales et a clairement fait pencher la balance lors du vote final.

L'architecture 800V : la recharge express. Mais l'autonomie ne fait pas tout. La CLA intègre une architecture 800 volts, une technologie de pointe qu'on ne trouve d'habitude que sur des modèles beaucoup plus onéreux et exclusifs. L'avantage pour vous est immédiat à la borne : ça va vite, très vite. Le

système accepte une puissance de charge grimant jusqu'à 320 kW, pulvérisant les temps d'attente habituels face aux bornes rapides sur les aires de repos.

Concrètement, il suffit d'une pause café d'un quart d'heure pour récupérer plusieurs centaines de kilomètres. C'est ça, la vraie liberté électrique. Plus qu'un moteur : une expérience à bord repensée. L'interface mbux de nouvelle génération. L'intérieur de la Mercedes CLA voiture année 2026 frappe fort dès l'ouverture de la porte. Le MBUX Superscreen traverse toute la largeur de la planche de bord. C'est une dalle massive aux graphismes issus du gaming. L'effet visuel est saisissant. Mais la fluidité prime sur la taille. Le système réagit instantanément grâce à une puce ultra-rapide. L'intelligence artificielle intégrée analyse vos habitudes pour vous proposer les bonnes

fonctions au bon moment. Cet environnement numérique immersif a bluffé le jury européen. C'est une preuve concrète que le constructeur a une longueur d'avance sur l'ergonomie. Connectivité et aides à la conduite de pointe.

La connectivité ne se limite plus au simple Bluetooth. Votre véhicule s'intègre désormais parfaitement à votre écosystème numérique personnel. Tout se synchronise avec votre smartphone pour une continuité de service absolue.

Sur la route, la suite MB.DRIVE prend le relais pour sécuriser chaque kilomètre. Le système gère les distances et le maintien dans la voie avec une douceur impressionnante. On touche du doigt la conduite semi-autonome réelle. C'est rassurant sans être intrusif. Cette débauche technologique légitime totalement son prix prestigieux. Mercedes ne vend pas juste une voiture,

mais un copilote sûr et doué.

## L'ÉTOILE RÉAFFIRME SON STATUT.

Renault a tout raflé ces dernières années, mais la fête est finie. L'Allemagne reprend la main avec autorité sur ce podium européen très convoité. C'est un coup d'arrêt brutal pour l'hégémonie tricolore récente et un signal fort envoyé par Berlin. La nouvelle berline a laissé le Skoda Elroq et la Kia EV4 loin derrière au classement final. Les 59 jurés ont clairement privilégié la sophistication technique pure. Le prix bas ne suffit plus pour gagner face à l'ingénierie. L'écart de points est d'ailleurs saisissant quand on regarde les autres finalistes de cette élection 2026. La domination allemande ne laisse aucune place au doute. Vous ignorez sans doute ce détail, mais c'est un événement historique pour le constructeur. Mer-

cedes n'avait pas décroché ce graal depuis 1974 avec la 450 SE. Une attente de cinquante-deux ans s'achève enfin. Ce trophée récompense une stratégie radicale axée sur l'électrique et la montée en gamme. En imposant la CLA voiture année 2026, la marque valide sa vision du futur. C'est la preuve que l'innovation prime sur le conservatisme. C'est un bond de géant qui marque l'évolution par rapport à la précédente génération de CLA. Le sacre de la Mercedes-Benz CLA au titre de Voiture de l'Année 2026 marque un tournant décisif. En alliant une autonomie électrique record à une technologie embarquée de pointe, la berline allemande redéfinit les standards du segment premium. Cette victoire historique confirme que l'innovation technique demeure le moteur principal de l'industrie automobile actuelle.

# **METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**



**CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.**



**SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.**

# Il faut placer le plaisir au centre et laisser le désir

**L**a jeune femme lui avait parlé de son cours «Sexualité féminine», enseigné par la professeure et auteure Emily Nagoski (États-Unis, 1977). Après la confession de sa mère, l'étudiante lui envoie les diapositives du cours, qui montraient des photos de vulves, des diagrammes et des illustrations.

Cette anecdote est racontée par Nagoski elle-même dans son livre «Just the Way You Are : The Surprising New Science That Will Transform Your Sex Life», best-seller du New York Times publié en 2015. S'appuyant sur des études scientifiques et les expériences de milliers de femmes, l'auteure explore la science de la sexualité féminine et remet en question de nombreux concepts. Nagoski est titulaire d'un doctorat en comportements de santé, avec une spécialisation en sexualité humaine, et d'une maîtrise en conseil pédagogique, tous deux obtenus à l'université de l'Indiana. Il a récemment publié le livre «Come Together : The Science (and Art !) of Creating Lasting Sexual Connections».

**Quels sont ces mythes qui font que les femmes «ne se sentent pas à la hauteur entre les draps» ?** Mon Dieu, il y en a tellement ! Parlons seulement des mythes sur l'orgasme. C'est un mythe que la plupart des femmes ont un orgasme par pénétration : seulement 25 % d'entre elles y parviennent, les autres y parviennent parfois, rarement ou jamais. C'est un mythe de croire

que nous aurons un orgasme la première fois que nous aurons des rapports sexuels : seulement 10 % des femmes y parviennent, et la plupart des orgasmes sont obtenus en touchant leurs propres organes génitaux. C'est un mythe de croire que l'orgasme est «le summum du plaisir» : c'est peut-être le cas, mais il existe de nombreuses autres façons d'éprouver un plaisir sexuel intense. En outre, tous les orgasmes ne sont pas du tout agréables. Il y a tellement de mythes que je pourrais littéralement les citer toute la journée.

**Y a-t-il un mythe particulièrement préjudiciable aux femmes ?** Un mythe très dangereux est l'idée que l'on peut savoir ce qu'une personne veut ou aime en se basant sur ce que font ses organes génitaux. La réponse génitale indique simplement que le cerveau remarque quelque chose en rapport avec le sexe, mais cela ne signifie pas que la personne veut ou aime ce qui se passe. C'est ce qu'on appelle une «inadéquation de l'excitation». J'ai donné une conférence TEDTalks sur ce sujet. Avons-nous évalué nos expériences sexuelles de la mauvaise manière ?

**L'orgasme est-il surévalué comme objectif principal d'une expérience sexuelle ? Les femmes mettent-elles trop de pression sur l'orgasme ?** Les orgasmes n'ont d'importance que dans la mesure où vous décidez qu'ils en ont. S'ils sont très importants pour vous, tant mieux. S'ils ne le sont pas, c'est très bien aussi. S'ils sont importants pour vous, je vous recommande de savoir

quel type de stimulation et dans quel contexte vous éprouvez le plus de plaisir. S'ils ne sont pas importants pour vous, je vous suggère d'améliorer la communication avec votre partenaire, afin qu'il ou elle sache que ce n'est pas votre priorité et que vous préférez éprouver du plaisir sexuel d'une autre manière. Communiquez avec confiance et joie ; il s'agit de votre corps et de votre sexualité, c'est vous qui décidez comment et quand vous êtes touché(e).

**Selon vous, il ne s'agit pas d'orgasmes, de leur nombre, de la fréquence des rapports sexuels ou de l'envie de faire l'amour, mais de plaisir. «Le plaisir est la mesure», «le plaisir est ce qui compte»...** D'une part, je dis que «le plaisir est la mesure» du bien-être sexuel, parce que c'est ce qu'indiquent les recherches. Lorsque les scientifiques s'adressent aux personnes qui s'identifient comme ayant une sexualité extraordinaire, ils ne parlent pas de désir et d'orgasme, mais d'authenticité, de vulnérabilité, d'empathie et de plaisir. Si nous voulons ressembler aux personnes qui ont le genre de relations sexuelles que beaucoup d'entre nous envie, plaçons le plaisir au centre et laissons le désir, l'orgasme et le reste s'occuper d'eux-mêmes. D'autre part, se concentrer sur le plaisir est un moyen sûr de s'assurer que l'on apprécie tous les aspects de la sexualité. Car si le désir nous fait parfois du bien, il est parfois douloureux, source de frustration et d'angoisse. Le plaisir, par définition, ne l'est pas. Je veux

vivre dans un monde où nous n'avons que des relations sexuelles que nous aimons et où nous ne nous sentons pas mal de ne pas avoir de relations sexuelles que nous n'aimons pas. Je pense que c'est la partie la plus difficile.

**Vous dites que «c'est le bon endroit, de la bonne manière, par la bonne personne, au bon moment, dans les bonnes circonstances extérieures et dans le bon état intérieur». Quel est le rôle du «bon contexte» lorsque nous pensons à nos expériences sexuelles ?**

Le plaisir est plus complexe et plus subtil que ce que la plupart d'entre nous ont été amenés à croire. D'un point de vue neurologique, il existe dans de petits «foyers hédoniques», qui sont réglés pour être plus ou moins sensibles au plaisir en fonction de l'état du cerveau. Lorsque le cerveau est stressé, les centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque toutes les sensations comme une menace potentielle, même celles qui, dans un contexte différent, auraient pu être interprétées comme quelque chose à explorer avec curiosité. C'est lorsque le cerveau est dans un état de curiosité, de sécurité et/ou de jeu que ces centres du plaisir sont réglés pour interpréter presque n'importe quelle sensation comme agréable. L'importance neurologique du contexte explique pourquoi les chatouilles sont parfois agréables. Si vous êtes enjoué, excité et connecté avec un partenaire séduisant et confiant, il se peut que ses chatouilles vous fassent du bien. Mais que se passerait-il si ce même partenaire vous chatouil-

lait alors que vous êtes en pleine dispute ? Ce serait intensément irritant. C'est la même sensation, c'est même le même partenaire, mais c'est un état interne différent, et votre cerveau l'interprète donc complètement différemment. C'est le pouvoir du contexte.

**Lorsque nous pensons au sexe, nous avons l'idée de sensations, d'hormones, d'émotions, de parties très spécifiques de notre corps et nous oublions peut-être le chef suprême : le cerveau. Vous dites que «le sexe est beaucoup plus un processus cérébral que génital», que les orgasmes sont «orchestrés principalement par le cerveau, et non par les organes génitaux», pourquoi est-il important de garder cela à l'esprit ?**

Aujourd'hui, lorsque les scientifiques veulent étudier l'orgasme, ils font des scanners cérébraux, car l'orgasme est une fonction cérébrale, contrairement à l'éjaculation, qui est un réflexe spinal. Ce que vous avez énuméré : les sensations, les hormones, les émotions et même les parties du corps, sont toutes des fonctions cérébrales en totalité ou au moins en partie. Les sensations sont perçues dans le cerveau, les émotions sont un produit du cerveau, les hormones influencent le cerveau, et le cerveau possède plusieurs cartes du corps entier, une carte pour percevoir les sensations et une carte pour organiser les fonctions motrices. Votre corps ne ressent rien sans que votre cerveau soit impliqué, vous n'avez pas de fantasmes, pas de connexion émotionnelle. Lorsque les gens ont des

difficultés à atteindre l'orgasme, c'est presque toujours parce qu'il y a quelque chose dans le contexte, c'est-à-dire dans les circonstances extérieures et l'état intérieur, qui freine le cerveau.

**Dans un de vos Ted-Talks, vous proposez un exercice : se mettre devant un miroir, le plus nu possible, et noter tout ce qui nous plaît dans ce que l'on voit. Et vous ajoutez : «Bien sûr, votre cerveau sera d'abord inondé de messages culturellement construits sur le fait que votre corps ne correspond pas à l'idéal culturellement construit». Comment cette idée du corps désirable a-t-elle affecté notre sexualité ?**

La recherche est très cohérente sur ce point : l'image corporelle a un impact sur le fonctionnement sexuel. L'autocritique corporelle est associée à toutes les façons dont nous pouvons éprouver des problèmes de sexualité, du plaisir à l'excitation, au désir et à l'orgasme. Pour ressentir du plaisir dans son corps, il faut y porter son attention. Et si cela déclenche toutes sortes d'autocritiques, cela ralentira ou même arrêtera votre réponse sexuelle. En revanche, si, lorsque nous portons notre attention sur notre corps, nous ne ressentons que de l'acceptation de soi et même de la fierté, cela peut activer l'accélérateur sexuel dans notre cerveau.

**Beaucoup d'entre nous avons grandi en croyant à un «récit démodé sur le fonctionnement du désir (...) qui n'est pas seu-**

(suite en page 19).

## Son problème peut révéler votre état de santé

**S**on problème peut cacher beaucoup d'autres problèmes. Les troubles de l'érection peuvent être un signe avant-coureur d'infarctus, d'AVC, de diabète et de démence.

On pourrait qualifier les troubles de l'érection d'épidémie silencieuse. Selon plusieurs études, ils touchent plus de la moitié des hommes adultes de plus de 40 ans. Pourtant, rares sont

ceux qui osent aborder le sujet avec leurs proches. Si la conversation s'engage, elle est souvent perçue comme une plaisanterie, plutôt que comme un signe avant-coureur d'une maladie.

### IL SE DILATE ET SE RIGIDIFIE.

Or, de nombreuses recherches récentes montrent que le pénis est souvent un indicateur de la santé globale d'un homme, les troubles de l'érection pouvant être un signe précurseur de nombreuses affections graves, telles que le diabète, l'infarctus, l'AVC

et la démence. Selon le sexologue Emanuele Jannini, de l'université de Rome Tor Vergata, qui a récemment dirigé la publication d'un ouvrage scientifique synthétisant les données actuelles, il s'agit d'un «signe avant l'heure». Un meilleur dépistage des troubles de l'érection permettrait ainsi aux médecins de diagnostiquer certaines affections graves pour la santé masculine avant qu'elles ne s'aggravent. Mais la réticence de nombreux hommes à parler de leur santé sexuelle fait qu'ils passent à côté de ces précieuses opportu-

nités. Comme pour de nombreuses affections médicales, la prévalence exacte des troubles de l'érection dépend de leur définition et de leur mesure. De ce fait, les études font état d'une prévalence mondiale chez les hommes adultes allant de seulement 3 % à 76,5 %, soit une fourchette très large. Cependant, l'une des enquêtes les plus vastes et les plus nuancées, menée auprès d'environ 1200 sujets à l'aide de questionnaires détaillés, a révélé que 39 % des hommes âgés de 40 ans souffraient régulière-

ment d'impuissance, un pourcentage qui atteint 67 % à 70 ans. À bien des égards, le dysfonctionnement érectile est un problème de plomberie. Le long du pénis s'étendent deux structures spongieuses appelées corps caverneux, qui sont généralement flasques. Lors de l'excitation sexuelle, le cerveau envoie des signaux qui relâchent les muscles entourant les artères du pénis, provoquant un afflux de sang dans les deux corps caverneux. En se dilatant, ces derniers s'étirent et compriment les veines, empêchant

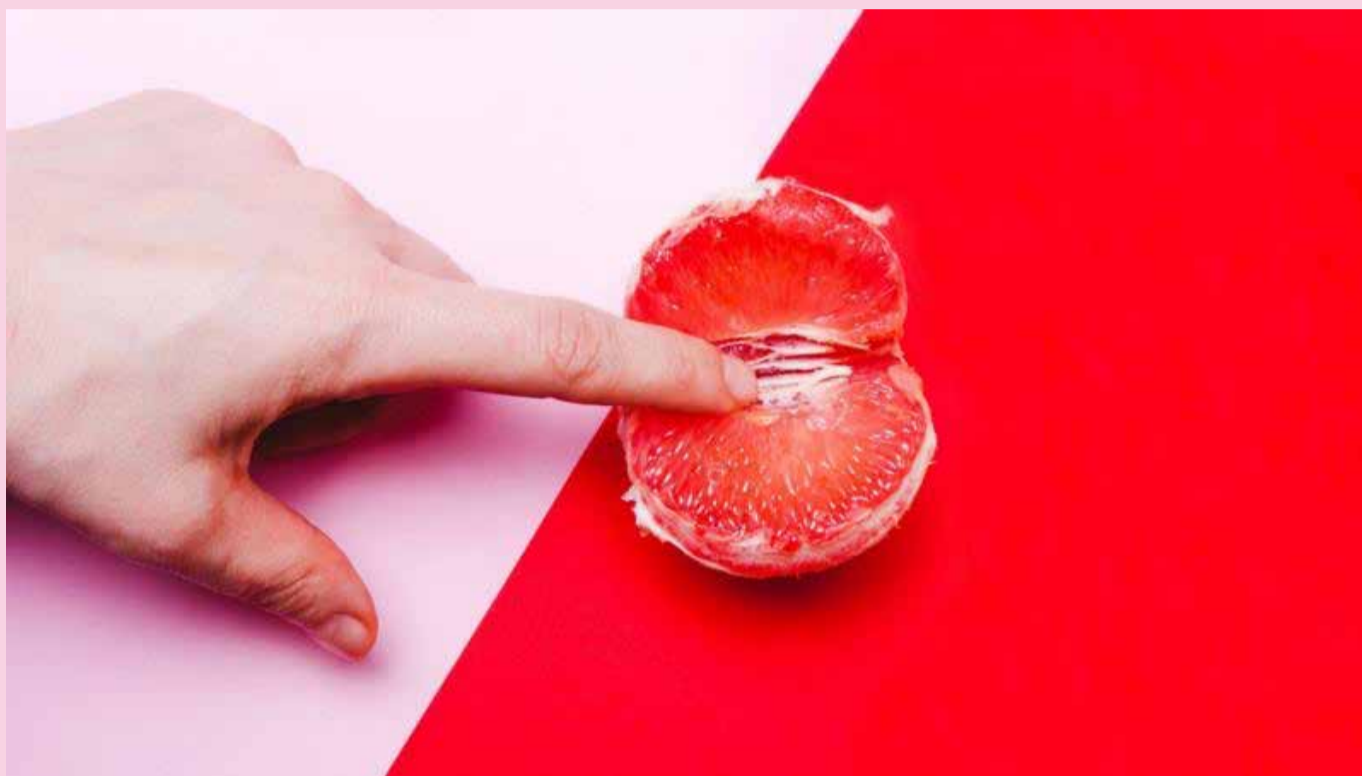
ainsi le sang de s'écouler hors du pénis et le retenant à l'intérieur. À l'instar d'un ballon qui se gonfle d'air, le pénis se dilate et se rigidifie. Tout ce qui réduit l'afflux sanguin dans les corps caverneux du pénis peut nuire à la capacité d'un homme à obtenir ou à maintenir une érection. Le problème est souvent d'ordre psychologique. Une réaction au stress impliquant l'adrénaline et le cortisol peut entraîner la contraction des vaisseaux sanguins, empêchant ainsi la rigidification des corps caverneux.



# Aller plus à la stimulation

**S**elon une étude sur le plaisir sexuel féminin publiée dans la revue *Archives of Sexual Behaviour*, une femme sur deux atteint souvent l'orgasme plus fréquemment lorsqu'elle est seule que lorsqu'elle est avec un partenaire lors d'un rapport sexuel.

Les scientifiques ont analysé les réponses de plus de 28.000 femmes et ont constaté que le problème n'était pas d'ordre anatomique, mais qu'il tenait à la relation avec le partenaire. Selon une étude, 47 % des femmes ont déclaré atteindre rapidement l'orgasme et éprouver du plaisir sexuel lorsqu'elles se masturbent. Interrogées par les chercheurs sur les raisons de ce phénomène, les femmes interrogées ont donné des réponses variées. Plus de la moitié des femmes



La stimulation clitoridienne aide une femme à atteindre l'orgasme que la pénétration. DR.

qui n'atteignent l'orgasme que seules ont expliqué que cela était dû à un manque de stimulation suffisante de la part de leur partenaire. Cela peut inclure les préliminaires, tels que les baisers et les caresses, avant le rapport sexuel. Parmi les femmes qui atteignent facilement l'orgasme avec leur partenaire, plus des deux tiers ont déclaré que leur partenaire savait exactement de quel type de stimu-

lation sexuelle elles avaient besoin. Selon Karen Blair, la capacité d'une femme à atteindre l'orgasme ne dépend pas uniquement de son anatomie physique, mais aussi de la qualité de la communication et de l'interaction sexuelle entre deux personnes.

#### STIMULATION CLITORIDIENNE.

Les auteurs de l'étude expliquent que, malgré de nombreuses

années de débats sur l'importance du clitoris dans l'atteinte de l'orgasme, la pénétration vaginale lors des rapports sexuels avec un partenaire reste l'acte sexuel le plus courant. De nombreuses études montrent que la stimulation clitoridienne est plus susceptible d'aider une femme à atteindre l'orgasme que la pénétration vaginale seule. Karen Blair ajoute que des études scientifiques

antérieures corroborent cette idée. Les rapports sexuels avec pénétration sont généralement plus agréables pour les hommes, tandis que pour de nombreuses femmes, la stimulation clitoridienne reste le moyen le plus sûr d'atteindre l'orgasme lorsqu'elle est associée à une pénétration pénienne. La deuxième raison souvent invoquée par les femmes pour expliquer pourquoi elles atteignent plus

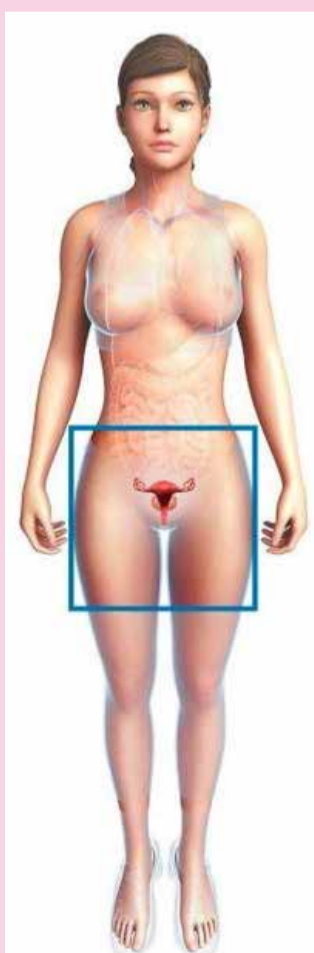
fréquemment l'orgasme lorsqu'elles se masturbent est l'absence de la « performance » qui accompagne les rapports sexuels à deux. Lorsqu'elles sont seules, les femmes ne se sentent pas sous pression, elles ne s'inquiètent pas de devoir atteindre l'orgasme, elles sont moins gênées par leur corps et il leur est plus facile de faire une pause si elles se sentent fatiguées. Une autre raison pour laquelle les femmes ont du mal à atteindre l'orgasme avec leur partenaire est la difficulté à communiquer ouvertement sur ce qu'elles apprécient pendant les rapports sexuels. Bien que la masturbation augmente souvent les chances d'atteindre rapidement l'orgasme, de nombreuses femmes qui parviennent à l'orgasme avec leur partenaire sont généralement satisfaites de leur vie sexuelle. Les auteurs de cette étude expliquent cette situation en affirmant que ces deux types de rela-

tions sexuelles remplissent des fonctions différentes. La masturbation procure un sentiment de contrôle, de concentration totale sur ses propres sensations et d'absence de jugement. En revanche, les rapports sexuels avec un partenaire sont associés à l'intimité émotionnelle et à la confiance. Le nombre d'orgasmes atteints par une femme n'explique qu'environ 11 % des variations observées dans la satisfaction des femmes vis-à-vis de leur vie sexuelle. Le simple fait d'atteindre l'orgasme ne garantit pas à une personne une vie sexuelle satisfaisante. Même parmi les femmes insatisfaites de leur vie sexuelle, nombreuses étaient celles qui atteignaient régulièrement l'orgasme. À l'inverse, certaines femmes qui déclaraient avoir une bonne vie sexuelle n'atteignaient pas l'orgasme à chaque rapport. La clé de ce phénomène réside peut-être en la femme elle-même.

## «L'orgasme n'est pas le summum du plaisir»

(suite de la page 18).

lement incorrect, mais aussi malavisé». L'idée de «maintenir l'étincelle, la passion, dans les relations à long terme est une façon de simplifier à l'extrême le sexe et l'évolution». Pourquoi ? Le «pourquoi» de cette simplification excessive de la science de l'évolution pourrait faire l'objet d'un livre entier, mais en gros, l'idée que le sexe est censé être une question d'excitation et d'humeur «j'ai hâte de mettre ma langue dans ta bouche» repose sur l'idée que l'expérience amusante de tomber amoureux est et devrait être la même que celle d'être amoureux. Lorsque



Approfondir la connaissance de notre corps et de ce qui nous procure du plaisir. DR.

deux personnes commencent à se connaître et tombent amoureuses, elles passent beaucoup de temps ensemble à faire des choses sexy, parfois même au détriment d'autres aspects de leur vie. Mais lorsqu'ils sont déjà amoureux et que leur relation est établie, ils passent leur temps ensemble à vivre leur vie normale. Ce n'est pas un problème, c'est inévitable, et pour les personnes qui souhaitent une relation sexuelle à long terme avec une personne avec laquelle elles partagent également un foyer et même des enfants, c'est précisément l'objectif ! Votre relation sexuelle peut être un atout supplémentaire, une source de plaisir qui contribue à la qualité de votre

vie commune. Non pas qu'il y ait quoi que ce soit de mal à vouloir et à créer une «étincelle». Partager le plaisir sexuel fait partie de la façon dont j'exprime mon amour, et je veillerai donc à réserver suffisamment de temps, d'énergie et d'attention pour pouvoir partager des moments sexy avec la personne qui m'est chère. C'est ainsi que procèdent les couples qui ont une relation sexuelle solide à long terme. J'ai eu la sagesse d'apprendre de son exemple, et ma relation est meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été depuis treize ans que nous sommes ensemble.

Après 50 ans, «toutes les hormones que nous avons eues

flottent dans une mer de vieillissement et nous nous retrouvons asexués et émasculés», la notion de plaisir fondamental prend encore plus d'importance. La périménopause et la ménopause posent leurs propres problèmes à de nombreuses femmes : comment jouir de sa sexualité à ces stades ?

L'idée que les changements hormonaux associés au vieillissement normal signifient que notre sexualité est vouée à l'échec fait partie du mythe du «désir impératif». Il s'avère qu'il n'y a pas d'impact direct des hormones sexuelles sur le fonctionnement de la sexualité, y compris le désir et le plaisir sexuels, à une

exception près : avec des niveaux d'œstrogènes plus faibles, les tissus génitaux peuvent devenir plus fragiles, ce qui entraîne des douleurs. La lubrification est absolument essentielle, mais si vous ressentez une douleur au contact des organes génitaux, parlez à un professionnel de la santé des crèmes à base d'œstrogènes, qui peuvent aider à restaurer ces tissus. Ce sont principalement les changements de vie qui accompagnent le vieillissement qui peuvent affecter notre fonctionnement sexuel, y compris la façon dont nous nous sentons par rapport à notre corps qui change, à notre sexualité et à nos relations. À ce stade, une révolution s'opère dans l'esprit

de nombreuses femmes. Elles reconnaissent que toutes les règles qu'elles ont suivies sur ce qu'elles sont «censées» être en tant que personne sexuelle, sur la façon dont leur relation sexuelle est «censée» fonctionner, ne s'appliquent tout simplement pas à elles. Ils commencent alors à explorer leur sexualité authentique et celle de leurs partenaires, et à collaborer pour créer des contextes qui permettent à leur cerveau d'éprouver plus facilement du plaisir. Lorsque nous nous libérons de la culture de la pureté et des normes de genre, nous libérons des parties de notre sexualité que nous pensions devoir cacher. Et nous élargissons notre accès au plaisir sexuel.

# Les États-Unis fêtent leurs 250 ans



À New York, la grande ville des États-Unis, le ciel couvert des festivités des 250 ans d'indépendance. DR.

**L**es États-Unis ont célébré samedi 4 juillet leurs 250 ans, un Independence Day particulier, 250 ans après l'adoption de la Déclaration d'indépendance à Philadelphie marquant la rupture de treize colonies avec la Couronne britannique. Un jour qui a coïncidé avec une vague de chaleur suffocante dans l'est des États-Unis.

Les festivités ont battu leur plein le 4 juillet, à travers tout le pays. Mais c'est à Washington que s'est passé le «clou du spectacle», avec un discours de Donald Trump. Il a insisté sur la grandeur de l'Amérique et transformé une nouvelle fois les festivités en meeting politique. Des milliers de personnes ont assisté malgré le

mauvais temps à cet «Hommage à l'Amérique» lancé par un ave maria.

## DISCOURS PATRIOTIQUE.

Dans la nuit rafraîchie par l'orage qui avait contraint à l'évacuation temporaire de l'immense esplanade de verdure du National Mall en début de soirée, il a livré un discours patriotique et rendu hommage à de nombreux anciens combattants, figures très respectées aux États-Unis. Pendant 40', derrière une vitre pare-balles, il est revenu sur l'histoire du pays, faisant monter sur scène des vétérans et des personnalités comme les astronautes de la Nasa. « Depuis 250 ans, les États-Unis incarnent l'espoir, la promesse, la lumière et la gloire parmi toutes les nations du monde. Partout dans le monde, on cherche à nous

imiter. Personne ne peut être comme nous. Et avec l'aide de Dieu, nous le resterons toujours, voire deviendrons meilleurs. Ce drapeau est l'étendard de la plus extraordinaire, de la plus exceptionnelle, de la plus incroyable nation à avoir jamais existé sur Terre », a-t-il loué, en décrivant les États-Unis comme «la terre de la liberté». Il ne s'est pas privé pour transformer l'événement en meeting, vantant la prospérité sans précédent des États-Unis, permise évidemment grâce à lui. Il a répété sa rhétorique du moment contre la « menace communiste » que représente l'opposition démocrate, après une série de victoires dans des primaires de candidats de l'aile gauche de ce parti et à l'approche des élections cruciales de mi-mandat début novembre. « Nos soldats ne se sont pas battus sur les champs de bataille à travers le

monde pour que cette affreuse menace resurgisse ici, en Amérique. Nous ne laisserons pas ça arriver ». Il en a également profité pour mettre en avant un sujet qui lui tient à cœur : la fraude électorale : « On veut préserver la grandeur de l'Amérique, et on y arrivera en adoptant la loi «Save America», qui impose à tous les électeurs de présenter une pièce d'identité. C'est simple : il n'y aura plus de fraude électorale ». Les États-Unis sont « un pays de gagnants et le resteront », a conclu le président. Avant d'admirer le feu d'artifice tiré depuis la capitale. Achevée juste avant minuit, sa prise de parole a été retardée d'une heure et demie après que le Mall a dû être évacué en raison d'un orage. Malgré l'heure tardive et la confusion, des milliers de personnes sont revenues se masser devant la scène installée entre l'obélisque du

Washington Monument et le Lincoln Memorial. Quelques heures avant, quand l'évacuation a été ordonnée, elle a été accueillie par des huées de spectateurs, des centaines de personnes refusant de partir. Des policiers équipés de sifflets se sont employés à faire quitter les lieux aux récalcitrants. À New York, le spectaculaire feu d'artifice a été avancé en raison des conditions orageuses. Malgré la chaleur, à Philadelphie, des files d'attente se sont formées très tôt devant la célèbre «Cloche de la liberté» et l'Independence Hall, où a été signée la Déclaration d'indépendance. La veille, il s'était exprimé sous les visages de granit de quatre de ses prestigieux prédécesseurs à la présidence américaine - George Washington, Thomas Jefferson, Abraham Lincoln et Theodore Roosevelt - au pied de l'emblématique Mont Rushmore, dans le nord des États-Unis, dans un discours très idéologique sur l'identité américaine victime d'une «nouvelle offensive» et de «la résurgence de la menace communiste».

avec AGENCES

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

Le Soft International  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimanimba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

Directeur associé  
Yves Soda.

RÉDACTION.  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.  
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.  
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/  
L'Express. Knack.  
© Copyright 2026 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

Autorisation  
de diffusion en R-DC.  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13  
janvier 2008.



## Au Sénégal, rupture consommée entre Diomaye et Ousmane Sonko

**A**u Sénégal, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a annoncé vendredi 3 juillet, devant plus de 300 maires de sa coalition, réunis à Dakar au Palais de la République, la création de son propre parti politique.

Les 300 maires venus des quatorze régions du Sénégal appartiennent à la coalition

«Diomaye Président» dont Diomaye est le président d'honneur et qui, en 2024, avait porté la candidature victorieuse de celui-ci. Cette annonce officialise une rupture entre Diomaye et son ancien Premier ministre Ousmane Sonko désormais président de l'Assemblée nationale et le parti politique Pastef qui a porté Bassirou Diomaye au pouvoir.

**LA GUERRE À VENIR.**  
Une rupture engagée depuis

plusieurs mois qui intervient alors que les députés viennent de voter une réforme constitutionnelle qui pourrait empêcher le président de diriger un parti. Bassirou Diomaye Faye a fait part de sa volonté d'aller vers une « unité plus organique » des forces qui le soutiennent, en créant son propre parti. Il a chargé Aminata Touré, superviseuse générale de sa coalition, de mettre en place un comité de réflexion qui devra préparer, dans les meilleurs

délais, les éléments constitutifs de cette future formation. Bassirou Diomaye Faye est cofondateur de Pastef tout comme Ousmane Sonko. Autre enjeu, celui de la réforme constitutionnelle votée, lundi 29 juin, par les députés Pastef, qui prévoit l'incompatibilité entre la fonction de présidence de la République et la direction d'un parti, une réforme que le chef de l'État a annoncé vouloir soumettre à référendum. Signe que la guerre est désormais ouverte entre les deux hommes.